CASSE SOCIALE

FANZINE DES RED AND ANARCHIST SKINHEADS NUMÉRO 10 MAI 2014

ACTUALITÉS
DOSSIER : LA RUE
DOSSIER COBP
SECTION MONTREAL SISTERHOOD
CRITIQUES
CHRONIQUES

RASH MONTREAL

CASSE SOCIALE

Le fanzine Casse Sociale est l'outil principal de propagande du chapitre montréalais de Red and Anarchist Skinheads (RASH). Casse Sociale supporte la scène alternative locale et internationale, présente et critique l'actualité politique et musicale d'un point de vue révolutionnaire et populaire tout en faisant la promotion de nos valeurs d'extrême gauche.

RASH

Le RASH est un regroupement autonome de skinheads s'identifiant à la gauche radicale et à ses idéaux progressistes d'égalité, de fraternité et de solidarité. Le RASH rassemble donc des communistes, des socialistes et des anarchistes qui mettent de côté leurs divergences idéologiques afin de lutter ensemble pour plus de justice sociale, et ce par tout les moyens nécéssaires.

ACTUALITÉS.....P.3

DOSSIER: LA RUE.....P.7

DOSSIER COBP.....P.17

SECTION MONTREAL SISTERHOOD.....P.21

Y A PAS QUE LA OI!...P.31

DES VINYLES ET DES POUSSIÈRES.....P.33

CRITIQUES.....P.34

CHRONIQUES.....P.41

CALENDRIER.....P.46

Nous sommes fièr-e-s de vous présenter le 10e numéro du Casse Sociale. Pour l'occasion, nous vous proposons un dossier sur la rue. La rue est non seulement le terrain de prédilection de notre contre-culture mais aussi le lieu où s'exprime des modes de vie alternatifs. Elle est aussi souvent choisie par les opprimé-e-s pour faire entendre leur voix et faire de l'action politique. Ainsi, dans ce dossier, nous vous présenterons des articles sur différentes facettes de la rue; que ce soit des réalités particulières qu'on y retrouve comme la prostitution, son coté politique avec les émeutes et les squats ou encore le contrôle que tente d'avoir l'État sur elle donnant lieu à une dérive sécuritaire inquiétante. Au menu également : entrevues, critiques, suite du dossier COBP et autres chroniques.

Nous profitons également de ce numéro pour souligner le 20e anniversaire du RASH-Montréal. Déjà 20 ans de luttes ; c'est quand même pas mal pour Montréal ! 20 ans de hauts et de bas, de camaraderie, d'amitié, de victoires, de concerts, de bagarres, de beuveries mais aussi de défaites, d'erreurs, bref d'essais afin de proposer au mouvement skinhead non seulement un caractère anti-raciste, mais un projet pour l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière et de tout-e-s les exploité-e-s. La prochaine édition du Casse Sociale sera dédiée à cette histoire qui vit depuis 1994.

Pour terminer, fidèles à notre habitude, un salut à tous ceux et toutes celles qui militent à nos côtés, nos sœurs du Montréal Sisterhood, nos ami-e-s du SHARP-Montréal, à la CLAC, au COBP, aux fellows workers des IWW, au Collectif Libertaire Montréal, au Front d'Action Socialiste, au Parti Communiste Révolutionnaire et à No One is Illegal. Merci à ceux et celles qui continuent de tenir le fort en faisant rayonner le rouge et le noir dans des lieux ayant pignon sur rue: la librairie l'Insoumise, la Maison Norman Béthune, la Déferle, La Belle Époque. Salut aussi à tout-e-s ceux et celles qui bravent la répression policière, plus particulièrement le règlement P6 qui ne sert qu'à nous encadrer (enchaîner) à l'intérieur de ce système afin de nous empêcher de manifester notre haine envers le capitalisme et d'exprimer notre désir de bâtir un société sans classe. Cheers également à tous les groupes de musique qui propagent nos idéaux révolutionnaires et qui ont fait des concerts à Montréal cette année : The Prowlers, Action Sédition, Mayday, ShotCallers, Street Troopers, Stages Bottles (props à Baldy SoundSystem et Insurgence Records également). D'ailleurs, deux grands groupes qui ont marqué notre scène nous quitteront malheureusement cette année : Jeunesse Apatride et Hold a Grudge. Votre histoire restera écrite dans le béton des ruelles. Finalement, salut aussi à tous ceux et toutes celles qui continuer de faire vivre la scène, qui font en sorte qu'à chaque week-end, on retrouve une multitude de soirées et de concerts. Merci aussi à ceux et à celles qui nous ont aidé dans la publication de ce numéro de Casse Sociale: Étienne et Camille à la correction, Nip, Bobette et Frank

On se revoit dans la rue !

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE SOLIDARITÉ DU SITT-IWW-MONTRÉAL

Toujours les mêmes qui paient!

On apprenait récemment que Postes Canada prévoit supprimer entre 6000 et 8000 emplois d'ici 5 ans. Cette manœuvre vivement critiquée par les employé-e-s du service postal s'ajoute à la longue liste des événements qu'ont dû subir les travailleurs et les travailleuses de la poste. En effet, après la loi spéciale adoptée par le gouvernement Harper en 2011 pour mettre fin au lock-out, les conditions de travail des employé-e-s ne se sont pas améliorées. En 2013, les itinéraires pouvaient prendre entre 10 et 12 heures pour être complétés. Pas étonnant que les facteurs et factrices se disent épuisé-e-s. Avec la fermeture de comptoirs postaux, le remplacement de postes de jour par des postes de nuit, le manque de personnel et le poids grandissant du secteur privé dont les franchises offrent des conditions de travail moins bonnes, il est plus que nécessaire de faire preuve de solidarité vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses de Postes Canada. Le gouvernement veut faire des coupures et graduellement remplacer le service à domicile (qui, rappelons-le, n'est offert qu'au tiers de la population canadienne) par des boîtes communautaires ou des casiers postaux. Le gouvernement Harper est littéralement en train de compromettre l'avenir de milliers de travailleurs et de travailleuses et c'est inacceptable. Pour le bien de « l'Économie », on licencie. Encore une fois, la classe dirigeante nous montre la vraie nature du capitalisme. Disons non aux coupures du gouvernement. Quand des travailleurs et des travailleuses sont menacé-e-s, ce sont tous les travailleurs et toutes les travailleuses qui sont concerné-e-s. Rappelons-le, une attaque à un-e camarade est une attaque à chacun-e d'entre nous. C'est pourquoi, par solidarité, nous devons

joindre nos efforts à la lutte de nos camarades employé-e-s de la poste. Rappelons-le, quand un gain est fait par un regroupement de travailleurs et de travailleuses, c'est une victoire pour l'ensemble de la classe ouvrière. Solidarité avec les employé-e-s de Postes Canada!!

- Volia

DES NOUVELLES DE FALLON ET D'AMÉLIE

Cela fait déjà près de cinq mois que nos camarades anarchistes Amélie et Fallon sont emprisonnées au Mexique, accusées d'avoir lancé des roches et des cocktails Molotov sur un bâtiment du Ministère des communications et des transports de Mexico et sur des voitures d'un concessionnaire Nissan dans la nuit du 5 janvier 2014[1].

Aucune semaine ne passe sans que je pense à la force de mes amies qui font face à la violence que leur fait subir l'État mexicain par leur incarcération. Depuis qu'elles sont à la prison de Santa Martha à Mexico, il est très difficile d'avoir des nouvelles de nos camarades. Malgré la distance et la désinformation, la solidarité est plus forte et des réseaux comme Fuego a las carceles (http://fuegoalascarceles.wordpress.com) diffusent des informations sur leur situation.

De plus, partout à travers le monde, des anarchistes et des antifascistes ont fait entendre leur voix en faisant des actions de solidarité et des événements bénéfices pour nos deux amies. Le 9 janvier 2014, des anarchistes de Vancouver ont fait une action de solidarité avec Amélie et Fallon en attaquant une banque. À Montréal, nous avons entre autre organisé une vigile le 10 janvier

1 http://www.solidarityacrossborders.org/fr/updates-freedom-for-carlos-amelie-and-fallon

devant le consulat du Mexique. De plus, du soutien financier a également été organisé avec la mise en place d'un fond par la CLAC et des soirées bénéfices ont été organisées par le COBP le 1er février[2], par le Montreal Sisterhood, dans le cadre de la soirée du 8 mars 2014 et par la « Cantine-vinyle » de La Maison de la Grève en France le 9 mai[3].

Or, notre solidarité est encore nécessaire puisque cette semaine nos deux camarades ont fait face à de nouvelles accusations[4]. « Cela signifie que dorénavant les compagnon-nes font face à deux poursuites judiciaires; une sous la juridiction locale pour les délits d'attaques à la paix publique et dommages aggravés (attaque du concessionnaire Nissan) pour lesquelles ils n'ont pas droit au cautionnement, et une procédure fédérale pour l'infraction de dommages à la propriété d'autrui (attaque sur le secrétariat des communications et des transports)[5].» Ainsi, je vous invite à leur faire un don en envoyant un chèque à la Convergence des luttes anticapitalistes en inscrivant Mexique dans la ligne mémo[6] et/ou à leur écrire des lettres à l'adresse qui suit.

SOLIDARITÉ AVEC LES INCARCÉRÉ-E-S DE LA 5E3!

– 6-TA

Pour écrire à Amé et Fallon:

Amélie Trudeau / Fallon Rouiller
Centro Femenil de Reinserción Social Santa Martha Acatitla
Calzada Ermita, Iztapalapa No 4037, Colonia Santa Martha Acatitla
Delegación Iztapalapa, C.P. 09560, Ciudad de México, D.F.
México

2 http://www.sabotagemedia.anarkhia.org/2014/01/show-benefice-de-solidarite-avec-amelie-carlos-et-fallon/
3 https://maisondelagreve.boum.org/Cantine-vinyle-de-soutien-a-Amelie
4 http://www.antifa.ca/antifa-news/mexico-nouvelles-accusations-contre-les-anarchistes-amelie-fallon-et-carlos

5 http://www.lechatnoiremeutier.antifa-net.fr/mexico-nouvelles-accusations-contre-les-anarchistes-amelie-fallon-et-carlos-5e3/ et http://www.non-fides.fr/?Mexico-Nouvelles-accusations
6 http://www.clac-montreal.net/mx

LETTRE ÉCRITE PAR FALLON

Je veux commencer cette lettre par un gros câlin pour tou-te-s les camarades en fuite, tout-e-s celles et ceux qui se battent pour leur liberté, et tou-te-s celles et ceux qui sont enfermé-e-s et dont ce monde de domination tente d'étouffer la rage. Il n'y a pas une cellule, un mur, une autorité à qui je donne assez de pouvoir pour faire taire ma rage et mon désir de liberté. Ces sentiments, je les ai depuis que je suis toute petite et maintenant, dans mon cœur et dans ma tête, ils sont plus forts que jamais. Il ne se passe pas un jour sans que je pense à vous, mes ami-e-s. Je peux imaginer, et on me dit aussi, que la situation à l'extérieur est très précaire. Ça ne me surprend pas, car nous avons choisi d'affronter la répression. Ce n'est pas simple, ce n'est pas facile, il y a plein d'émotions mélangées, mais il y a une émotion en particulier que nous partageons, et c'est notre force, individuelle et collective. Et ce sentiment, rien ne peut le mettre en cage, ni une prison, ni une frontière. C'est avec beaucoup d'amour que je pense à vous, mes ami-e-s, et spécialement à Marc, qui est enfermé dans une prison de Kingston, aux camarades du Che qui furent torturé-e-s par le comité Cerezo, à la sorcière danseuse de cumbia, à Tripa, à Amélie et à Carlos. N'en soyons que plus fort-e-s, peu importe la distance !

Je me sens un peu bizarre d'écrire une lettre sans destinataire précis, j'ai l'impression d'écrire à une galaxie qui me semble pas mal éloignée. En disant ceci, je veux être claire sur le fait que je n'écris pas cette lettre pour obtenir du support ou pour me poser en victime. Mon intention est d'utiliser la plume et le papier pour communiquer avec des ami-e-s et aussi pour partager des analyses. Je pense que le fait d'être emprisonné-e est une opportunité très spéciale de laisser tomber la fétichisation de la prison et d'actualiser cette réalité de manière contextuelle. Aujourd'hui, j'écris cette lettre depuis Santa Marta, mais qui sait qui sera le ou la prochain-e ?

Quand nous avons été arrêté-e-s, le 5 janvier 2014, pour moi, c'était un peu comme une blague, avec les sept chars de flics qui bloquaient la rue, j'avais l'impression d'être dans une pièce de théâtre, et depuis ce moment-là, la sensation est restée. Tout le monde joue son rôle. Je me rappelle du moment où, vers deux ou trois heures du matin, on nous transportait du PGJ [Ndt. Bureau du Procureur Général de la Justice] au centre scientifique pour des tests. Nous étions trois, dans trois voitures différentes, avec deux flics de chaque côté de nous et un minimum de dix chars de flics qui nous escortaient en faisant aller leurs gyrophares dans les rues désertes du DF, et avec les scientifiques qui dormaient presque quand nous sommes arrivé-e-s au centre. Un vrai show. CSI Miami à Mexico.

Ah, et le centre d'Arraigo, ouf ! Ce fut la chose la plus théâtrale que j'ai vécue de toute ma vie. Quand nous sommes arrivé-e-s, la rue était fermée pour notre venue. Les hommes avec leurs muscles de télé-romans, et avec leurs mitraillettes étaient dehors, dans la rue, et aussi dans le fourgon avec nous. Je ne pouvais pas m'empêcher

de rire – rire de leur autorité pour laquelle je n'ai pas le moindre respect, rire de la manière dont ils se prenaient tellement au sérieux. « Ken et Barbie » en uniformes de police fédérale. Et les prisonnier-e-s, qui n'avaient pas de nom, mais qui avaient la chance d'avoir une couleur. La mienne était orange. Le pire était que les filles de ma cellule avaient adopté les rôles de la soumission, de la peur et de l'autorité entre elles, si sérieusement, qu'elles donnaient l'impression d'auditionner pour un film hollywoodien.

Désolé pour les personnes qui pensent que je tourne tout au ridicule mais, c'est vraiment comme ça ! Une blague, un jeu de rôles.

Et maintenant, ici à Santa Marta, il y a plusieurs quartiers allant de A à H, il y a un « parc », des appartements et des voisin-e-s. Il y a un dépanneur, des travailleuses du sexe, des drogues un peu partout. Il y a des gens qui reproduisent les rôles de « filles » et de « garçons », et il y a aussi beaucoup de bébés. Il y a une école, une clinique, un palais de justice. Il y a des études pour classifier la société de Santa Marta, de la corruption, du pouvoir formel et informel. Il y a des horaires et aussi beaucoup d'émotions, beaucoup d'histoires, beaucoup de temps pour partager des expériences, de la rage, et certainement beaucoup de cigarettes et de café à partager. Eh bien, je ne sais pas si je suis claire (mon espagnol n'est pas parfait) mais maintenant Santa Marta est ma nouvelle ville, « A » est mon nouveau quartier, 107 est mon appartement et Amélie, ma voisine. Pour moi, c'est plus clair que n'importe quelle théorie.

Ainsi, je vais terminer cette lettre.

Une note :
Comme la première, je l'ai écrite en espagnol parce que, déjà, c'est parfois plus facile. Alors, je veux dire un gros merci aux personnes qui feront la traduction, j'essaierai de faire la traduction de mes prochaines lettres en français et in English.

Cette lettre est la première que j'écris depuis un bon bout de temps parce qu'au centre d'Arraigo c'était plus difficile, les stylos étaient interdits, comme tout le reste !

Pour moi, c'était important d'écrire cette lettre avec une touche d'humour et de sarcasme, non parce que je veux minimiser l'impact que peut avoir la prison sur les gens, mais bien pour

minimiser l'impact que la prison a sur moi. Comme j'ai essayé de l'exprimer, avec un espagnol simple (j'espère un jour le maîtriser mieux, j'espère aussi que c'est compréhensible), les éléments qui me marquent le plus depuis ma détention sont les jeux de rôles et la ville prison, prison-ville. Je ne vous cache pas que c'est pas toujours facile, que oui on est entourées de barbelés, mais y'a une chose dont je suis sûre c'est que la liberté commence dans notre tête, peu importe où on se trouve. C'est que dans la mienne en ce moment, y'a beaucoup de rage, beaucoup de force et oui, malgré tout, plus de liberté qu'il n'y en a jamais eu. Merci aux ami-e-s qui viennent nous visiter ! À ceux et celles qui prennent nos appels a frais virés. À ceux et celles qui s'organisent, malgré les tensions. À ceux et celles qui continuent à faire naître le feu et à attaquer cette société pourrie.

RAGE ET ANARCHIE ! (A)

Et solidarité avec Marc, les camarades du Che, Tripa, la sorcière danseuse de cumbia, Amélie, et Carlos.

- Fa
Santa Marta, Mexico, 14 mars 2014.

RÉSISTONS POUR EXISTER!
AUTOGESTION DES LIEUX INHABITÉS!
SQUAT POUR TOUS ET TOUTES!

Squatter, c'est entre autres pas de loyer à payer, pas d'interrogatoire à subir pour savoir si on peut repeindre sa chambre en vert pomme. C'est être libre et responsable dans son lieu de vie. C'est aussi un moyen de survie quotidien qui peut mener à se questionner sur nos façons de vivre, sur le travail, la famille, la vie collective, le traintrain quotidien, sur les possibilités de vivre nos idées dans une telle société... Chaque squat est différent. Les pratiques et la théorie développées par les occupant-e-s dépendent largement des contextes politique, socioéconomique, juridique, interrelationnel, etc. Or, tout squat demeure « politique », dans la mesure où il bouleverse, même parfois involontairement, l'ordre social et l'idée de propriété privée. Le squat est dépendant des espaces laissés à l'abandon par la bourgeoisie et le système capitaliste en général. Sachant cela, il ne peut être considéré comme un but, mais tout au plus comme un moyen. Mais pas n'importe lequel! Le squat peut être un lieu de résistance et d'expérimentation. En squattant, nous pouvons rendre effectives certaines de nos idées à travers la recherche d'autonomie. Squatter, c'est prendre une part de l'interdit, c'est se placer un minimum en rupture au niveau socioéconomique. La lutte au quotidien des squats peut se retrouver ainsi dans des pratiques diverses : autogestion, gratuité, récupération/recyclage, réquisitions de toutes sortes, ouverture sur l'extérieur et confrontation des façons de vivre, débats en tous genres...

Motivation

Les squats s'inscrivent dans une logique de réappropriation. C'est un déni du principe de propriété, au profit de la légitimité et de la nécessité vitale : se loger. Les squats politiques ne restent pas longtemps de simples habitations (à la différence des squats d'habitations, qui ne servent qu'à ça), et leurs occupants, mettant en pratique leurs idées de nouveaux rapports sociaux, s'organisent pour les faire vivre. Beaucoup de squats hébergent des concerts, des espaces de documentation (généralement appelés infokiosque, on y trouve de tout, même si la préférence va à la littérature subversive), des potagers biologiques, des ateliers de récupération et de bricolage...

Les squats (notamment les squats politiques) connaissent souvent une existence éphémère en raison de leur caractère illégal et de l'attaque directe, et souvent assumée comme telle, qu'ils constituent envers le principe de base même de la société capitaliste : la propriété. On peut cependant citer le cas de l'Espace autogéré des Tanneries, à Dijon, qui existe depuis dix ans, ou celui de La Chapelle, à Toulouse, qui fête en 2013 ses vingt ans d'occupation, faisant de lui le plus vieux squat politique de France. De la même façon que le squat politique est souvent aussi un squat d'habitation, on peut distinguer les squats d'artistes, parfois appelés Squarts, qui sont de même souvent politiques. Ceux-ci sont utilisés à la fois comme ateliers et comme galeries, et produisent

souvent en leur sein concerts et spectacles de toutes sortes. Il faut noter que, du simple squat d'habitation au squat politique ou au squat d'artiste, il existe tout un spectre de variantes, que ce soit dans les activités, l'ouverture ou non au public, large ou restreint, les sensibilités politiques (rapport à la légalité, aux institutions, etc.), les stratégies pour lutter contre la précarité du lieu, tout ceci étant lié et généralement sujet à de nombreuses discussions entre les habitant-e-s.

Squats et attaques fascistes

Les squats sont malheureusement souvent la cible d'attaques fascistes :

- Dans la matinée du 25 janvier 2014, une milice de près de 100 néonazis d'Aube dorée a attaqué l'espace auto-organisé Resalto au Pirée (port d'Athènes). Les néonazis ont été repoussés par environ 15 compagnon. ne. s qui étaient à l'intérieur du Resalto. Avant leur attaque coordonnée, les néonazis avaient tagué des slogans sur les murs et ont souillé l'endroit où l'antifasciste Pavlos Fyssas a été assassiné il y a plusieurs mois.

- Le 11 novembre 2013, à l'occasion de la fête de l'indépendance de la Pologne, environ 200 hooligans sympathisants fascistes ont attaqué deux squats d'extrême-gauche (Przychodnia et Syrena) avec des pierres et des cocktails Molotov. Ils ont essayé d'y pénétrer, mais les squatteurs ont réussi à les repousser.

- Dans la nuit du mardi 10 juillet 2012, un peu avant minuit, le lieu social libre du squat Apertus, situé à Agrinio en Grèce, a été attaqué avec un engin explosif-incendiaire, causant ainsi des dommages. Cette attaque provenait de membres de l'Aube dorée.

- Le 13 mars 2010, Le Squat le Grand Iyeu, à Lyon en France, a été attaqué dans la nuit de vendredi à samedi. Sur les coups de 2 h, des fafs ont attaqué la façade du squat et ont notamment lancé un cocktail Molotov qui n'a heureusement pas fait de victime.

- Le 2 février 2009, à Tours en France, des individus ont saccagé la partie collective au rez-de-chaussée du Pied de Biche (meubles défoncés, tableaux graphités, tentative d'arrachement du compteur d'électricité, vol de la caisse de soutien…). Réveillés par le bruit, les habitants du squat ont distingué un petit groupe « looké » skin s'enfuyant dans la rue…

- En 2001, à Gênes, contre le Sommet du G8, le squat Pinelli a subi une très dure répression policière et des attaques fascistes au cocktail Molotov.

- En 2000, le squat Les Tanneries de Dijon s'est vu complètement incendié après une attaque fasciste au cocktail Molotov.

Bien sûr, des ripostes immédiates furent organisées par les antifas en réaction à ces attaques (mobilisation, tracts, manifestation, attaques sur des lieux associés aux fascistes, graffitis, chasse aux fachos, etc.)

Conclusion : L'embourgeoisement à Montréal

Ici, le squat qui a fait le plus parler de lui est bien sûr le squat Préfontaine en 2001. Partant d'une occupation d'Overdale, l'ancien maire Bourque a relocalisé les squatteurs à Préfontaine. « La négociation, c'est la résignation »! On l'aura bien vu lors de cette période; les pompiers et les flics qui débarquaient à tout bout de champ pour de prétendus appels à la bombe, les visites d'inspecteurs municipaux qui évaluaient le bâtiment comme un trou à rat, les médias de masse qui ont infiltré les lieux, etc. Le squat Préfontaine aura duré trois mois avant l'expulsion par l'antiémeute après un réveil brutal.

L'embourgeoisement est un phénomène qu'on voit apparaitre quand des quartiers populaires sont pris d'assaut par une nouvelle population à plus haut revenu. Cette nouvelle population arrive généralement avec l'apparition de nouveaux commerces (café, bistro, épicerie fine, etc.) et la construction et la conversation de logements abordables en logements de luxe (condominiums).

Il y a bien sûr des mesures pour contrecarrer l'embourgeoisement. L'instauration de logements sociaux, par exemple, peut limiter les méfaits. Que ce soit au travers de mouvements citoyens ou d'organismes communautaires comme le FRAPRU, leurs demandes répétées sont l'expression d'un droit de vivre dans des conditions décentes, sans avoir à subir la rupture avec son quartier. Des projets de la sorte demeurent par contre sujets aux aléas d'une compétition territoriale et d'influence avec le secteur privé. Ces groupes de pression trouvent toujours une oreille très attentive à leurs intérêts…

Le militantisme, ou l'action directe, est non négligeable. On peut penser aux occupations de terrains ou d'immeubles vacants dans St-Henri et Hochelaga depuis un an. Elles ont permis d'attirer une certaine visibilité sur les problématiques d'accessibilité à un logement salubre à prix raisonnable.

Il n'y a pas de solution simple et efficace. Certes, la seule manière de minimiser concrètement et à long terme l'ampleur du phénomène passe selon moi par un cadre légal. Que ce soit l'instauration de nouvelles lois, la création d'un organisme indépendant ayant des pouvoirs de régulation (voire un droit de véto sur tout projet immobilier d'importance) ou de redonner aux arrondissements la gestion de leur territoire. Rien qui ne soit vendeur dans une course électorale.

En attendant, rien ne vaut la diversité des tactiques…

-Bobette

http://infokiosques.net/imprimersans2.php?id_article=41
http://fr.ekopedia.org/Squat
http://fr.contrainfo.espiv.net/tag/attaque-fasciste/
http://www.lerepublique.com/26192/gentrification-plus-loin-les-pauvres/

DÉRIVE SÉCURITAIRE, DÉLIRE SÉCURITAIRE!

On pourrait en parler pendant des heures et des heures de cette paranoïa, qu'on peut qualifier d'extrême, de la part des autorités envers les peuples à travers le monde. La dérive sécuritaire grandit et grandit drastiquement et pathétiquement ; les médias de masse et les médias alternatifs en parlent de plus en plus, certains en profitent pour dénoncer quelques pratiques exercées de la part de nos gouvernements et des services de police en matière de surveillance accrue. Bref, depuis le 11 septembre 2001, c'est simple ; tout le monde est rendu un-e potentiel-le terroriste. Cela s'effectue principalement à travers les espaces publics, comme la rue, mais aussi dans des espaces supposément privés. Je vais tenter ici de mettre en lumière plusieurs méthodes utilisées par l'État pour démontrer que cette dernière est rendue complètement parano, et qu'elle nous rend par le fait même paranos. Car qui dit dérive sécuritaire, dit augmentation de la culture de la sécurité (je reviendrai sur ce dernier point en fin de texte). Je ne vais pas écrire de définition propre au terme de la dérive sécuritaire, je préfère vous énumérer des exemples pour que vous vous fassiez votre propre interprétation et opinion.

Caméras

La célèbre phrase « BIG BROTHER IS WATCHING YOU » ne date pas d'hier ! Cette expression est utilisée pour qualifier toutes les institutions ou pratiques portant atteinte aux libertés fondamentales et à la vie privée des populations ou des individus. À Montréal, nous sommes bien loin des 500 000 caméras installées à Londres, reconnue pour être la ville la plus surveillée au monde. Beaucoup de ces caméras ont été installées après les attentats de 2005... Malgré cela, on note, à Montréal, que le SPVM possède 20 caméras, la STM, 1200, et l'Office municipal d'Habitation de Montréal en compte 1000. Le SPVM aurait déboursé 90 000$ pour l'acquisition de ces caméras. Dans une entrevue accordée au journal Le Devoir, Georges Bossé, ancien maire de Verdun, a affirmé que ces 20 caméras serviraient aux policiers pendant les manifestations. Imaginez un peu toutes les images que le SPVM doit posséder sur nous ! Ces caméras, qui filment 24 heures sur 24, leur servent à garnir leurs albums photos et dossiers sur les citoyen-ne-s. À cela s'ajoute la @#%%$ d'hélicoptère... ce qui me fait rappeler la fois où un monsieur avait trouvé, sur le trottoir, une boîte pleine de cassettes vidéos de manifestations qui avaient été filmées par l'hélicoptère de la SQ ! Sérieusement, qu'on ne vienne pas me parler de la protection et de la confidentialité des informations... ces ostis-là nous filment, prennent les infos dont ils ont besoin, pis après ils jettent ça à la rue pour que Monsieur et Madame-tout-le-monde tombent dessus... ça fait dur... so be careful : « SPVM IS WATCHING YOU ». Des caméras, y'en a partout, partout, partout... même dans les écoles ! Pensons ici à l'UQAM qui s'est vue envahie de caméras récemment.

Sous un autre aspect, les citoyen-ne-s ont commencé de plus en plus, eux et elles aussi, à filmer ceux et celles qui nous « surveillent », spécialement lors d'interventions policières. Le meilleur, c'est bien quand les flics se font « pogner » sur le fait, ne sachant pas qu'ils et elles étaient filmé-e-s ! Cela constitue toujours de bonnes

preuves pour aller en déontologie policière après ! Récemment, un flic (Gauthier), s'est fait prendre sur le fait pendant qu'il était en train de dire à un sans-abri qu'il allait l'attacher durant une heure à un poteau. La réaction du SPVM qui s'en est suivie n'est pas étonnante ; Ian Lafrenière a déclaré aux médias de masse qu'il songeait depuis un moment à équiper les policier-e-s de petites caméras à boutons... pour soi-disant protéger ses agent-e-s en cas de diffamation. Que va-t-il arriver ? Ils vont utiliser ces images pour nous ficher, nous profiler et nous condamner THAT'S IT ! Pensez-y... à chaque fois qu'on va croiser un-e policier-e, on risquera d'être filmé-e à notre insu... Dérive sécuritaire ?

Manifestations et arrestations

Je pense qu'on est tous et toutes d'accord pour dire que notre gouvernement et le service de police a complètement « pêté les plombs » en matière de dérive sécuritaire concernant les manifestations ! Je ne sais même pas par où commencer ! C'est fou toute la dérive sécuritaire qu'il y a dans un pays où il ne se passe pas grand chose qui viendrait confirmer cette paranoïa. Si l'on compare les manifestations du Canada avec celles de d'autres pays, on se rend bien compte que le Canada penche plutôt du côté pacifique (malheureusement...). Or, cela n'empêche pas l'État de partir sur des délires... comme simplement laisser les flics nous filmer dans les manifs... ou nous empêcher de manifester en utilisant des règlements municipaux de merde comme le règlement municipal P6 qui interdit le port de masque dans les manifs, ou encore toutes les arrestations préventives et ciblées complètement inutiles, des nombreuses arrestations de masse, de la création de l'escouade GAMMA (Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes). Par rapport à P6, un autre amendement oblige les participant-e-s à remettre l'itinéraire de la manifestation. Selon Lafrenière, s'il y a un itinéraire, il n'y a pas de débordements... En gros, la sécurité des manifestant-e-s serait déterminée par un itinéraire remis ou non (ils et elles ne savent plus quoi inventer, vraisemblablement). Aux yeux du SPVM, on est tous et toutes suspect-e-s à quelque part. Pour que quelques vitrines ne soient brisées, ils et elles vont encercler et arrêter plusieurs centaines de personnes. Pour se protéger, les flics vont distribuer en quantité des tickets ou des accusations criminelles comme entrave et voie de fait à des dizaines et des dizaines d'innocent-e-s. Ils utilisent leur « undercovers » et leurs « indics » (allo Sylvain!), pour infiltrer les manifs et recueillir des preuves ou des informations quelconques... ou encore même pour provoquer des débordements (rappelons-nous Montebello en 2007 quand 3 policiers de la SQ, déguisés en black bloc et pierres à la main, se sont fait prendre et dénoncer par les manifestant-e-s). Et, de toute façon, leurs méthodes ne font aucun sens vu qu'elles sont basées uniquement que sur le profilage. Pour eux les « potentiels dangers » sont ceux et celles habillé-e-s en foncé, qui ont des piercings, des cheveux de couleur ou des tatoos... alors leurs arrestations vont être effectuées principalement sur ces dernier-e-s... et après vous voyez un peu la scène au tribunal : Un-e marginal-e versus un-e policier-e ... Et puis l'attirail du policier (et là je vise spécialement l'anti-émeute) ; matraque, poivre de cayenne, taser, fusil à bombes assourdissantes, fusil à balles de plastique)... non mais ils et elles se croient à la guerre ou quoi ? Ce n'est même plus une dérive sécuritaire c'est rendu un délire sécuritaire! Un délire sécuritaire qui coûte pas mal de cash !!!

Un autre beau cas est le G20 de Toronto. Plus de 750 millions de dollars, soit 85% du budget total, a été dépensé pour protéger le cul à 20 politichien-ne-s. Toute la gang y était : le SPVM, la SQ, la GRC, le SCRS, la sécurité publique, etc. Plus de 19 000 policier-e-s participeront à l'évènement. Une énorme clôture qui coûtera plus de 4,4 millions de dollars fût bâtie autour du lieu où se tenait la rencontre. Tout cet argent dépensé pour 1100 arrestations, avec au final, des accusations pour quelques dizaines de personnes. Le Sommet des Amériques, en 2001, avait coûté plus de 75 millions de dollars pour la sécurité. La dérive sécuritaire entourant les manifestations est systématiquement basée sur la protection des biens matériels et d'humains que l'État classe comme importants... mais les victimes des jouets immondes des flics qui ont subies des fractures, des commotions, perte d'oeil et j'en passe... tout ceci sous une impunité policière très flagrante... eux et elles ne sont pas important-e-s... L'État va s'en foutre ! Reste que la plus grosse dérive, selon moi, fût bien la création de l'institution policière. En gros, la dérive sécuritaire c'est un délire paranoïaque déjanté de l'État qui a fuck all raison d'être !

Médias sociaux et téléphone

Terminons par quelque chose que tout le monde connaît très bien ; Facebook ! Combien de personnes croient que Facebook

est gratuit ? Combien savent comment Facebook fonctionne réellement ? Laissez-moi vous expliquer ; premièrement, vous devez savoir que TOUTES INFORMATIONS que vous publiez sur internet, restent en permanence dans le système de ceux et celles qui le contrôle ; vous pouvez les supprimer, mais comprenez bien que les informations données sur Facebook RESTENT À VIE ! Et croyez-moi l'État sait comment utiliser ces données pour traquer et accuser des camarades. Pour faire une histoire courte ; vous mettez vos informations personnelles sur Facebook, ensuite ce dernier prend vos informations et les vend à l'État (comme le service de police, le gouvernement, le SCRS et j'en passe) ou encore à des entreprises privées. Les informations sur la vie privée publiées sur Facebook peuvent être lues et utilisées par des personnes à qui elles n'étaient pas initialement destinées. Certaines entreprises utilisent Facebook pour recueillir des informations sur leurs employé-e-s tandis que des recruteurs s'en servent pour leur sélection de candidat-e-s. Facebook est le média social le plus épié par les flics pour soutirer des informations et pour pouvoir vous incriminer par la suite. Les flics et le gouvernement vont vous espionner sur Facebook pendant des années, avant de sortir de l'ombre et faire une descente chez vous. Prenons comme exemple très simple la jeune fille qui avait publié sur Facebook une photo d'une affiche montrant Ian Lafrenière du SPVM, avec une balle dans la tête. Ça n'a pas pris beaucoup de temps avant qu'elle reçoive la visite des policiers qui lui ont donné des accusations criminelles comme menace, intimidation et harcèlement criminel ! (tout ça pour une photo). Le transfert d'informations est tellement important sur Facebook que c'est juste une porte ouverte pour permettre à l'État de monter des dossiers sur vous et utiliser ces données CONTRE VOUS ET VOS CAMARADES. Alors SVP, pour votre bien et celui de vos ami-e-s, gardez Facebook pour parler de ce que vous avez mangé pour dîner (et encore là je suis certaine qu'ils et elles réussiraient à l'utiliser contre vous !).

Pour ce qui est de votre téléphone, je ne m'attarderai pas trop sur le sujet car c'est essentiellement la même affaire que pour les médias sociaux. Ça fait longtemps que les flics mettent des téléphones sur écoute, pour une fois de plus, prendre des informations contre vous. Même vos textos sont à risque ! Récemment, aux États-Unis, une loi est entrée en vigueur qui stipule que les douanier-e-s ont maintenant l'autorisation de fouiller votre téléphone portable avec ou sans votre consentement. Alors, une fois de plus, surveillez ce que vous dîtes ou écrivez au téléphone... ce n'est pas pour rien qu'on demande, dans les meetings, d'éteindre le téléphone et d'enlever la batterie! Car oui, même si votre téléphone est éteint, étant donné que la batterie crée une connexion avec votre téléphone, les flics peuvent quand même obtenir des conversations.

Conclusion : la culture de la sécurité !

Bref, la rue nous appartient de moins en moins et les espaces publics sont de plus en plus surveillés dans une optique de restriction de nos libertés. Nous devons nous adapter à ces changements. Les conversations au téléphone ou les textos à

propos de sujets sensibles ? On oublie ça ! Les messages privés ou public sur les réseaux sociaux ? On oublie ça ! Et je pourrais continuer dans cette lancée car la liste est longue. En gros, nous devons faire attention à ce qu'on transmet comme informations, de la manière dont on le fait, et SURTOUT à qui on les transmet... sans tomber dans la paranoïa non plus... disons qu'il est rendu nécessaire d'être sélectif et sélective ! Même vos ami-e-s proches n'ont pas vraiment besoin de savoir ce que vous faites en secret. Moins il y a d'informations qui circulent, le mieux c'est pour tout le monde ! Une brochure à ce sujet est disponible en ligne (lien internet à la fin de ce texte). Et nous n'en sommes pas au bout de nos peines, la technologie évolue vite et le délire de l'État aussi ! C'est plus qu'évident que cela va empirer et empirer. Si on fait juste prendre comme exemple les attaques récentes homophobes dans le village gay, devinez ce que notre très cher Coderre propose comme solution ?!?! Pas plus de ressources, évidemment, mais bien plus de caméras de vidéosurveillance qui seraient contrôlées par le SPVM. Qu'ils les mettent leurs criss de caméras, qu'ils espionnent nos téléphones et ce qu'on fait sur nos ordis, on saura s'adapter et contourner cette dérive.... L'ÉTAT NOUS SURVEILLE! CREVONS-LUI LES YEUX !

-Bobette

http://www.infokiosques.net/lire.php?id_article=556
htttp://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/81607/derriere-la-camera-un-agent
http://cobp.resist.ca/documentation/un-agent-du-spvm-menace-un-sans-abri-de-lattacher-un-poteau-1h-par-30
http://cobp.resist.ca/documentation/le-spvm-envisage-d-quiper-ses-policiers-de-cam-ras
http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2007/08/24/004-SQ-police-infiltre.shtml
http://www.parl.gc.ca/content/hoc/Committee/403/SECU/Reports/RP5054650/securp09/securp09-f.pdf
http://dailygeekshow.com/2014/01/06/aux-etats-unis-la-douane-peut-desormais-fouiller-le-contenu-de-votre-telephone-sans-vous-demander-votre-avis/

TRAVAIL DU SEXE, FÉMINISME ET SOCIÉTÉ

Fin de l'année 2013 ; le mois de décembre a fait un trait historique sur son calendrier. Le travail du sexe a été à l'ordre du jour. La Cour suprême du Canada a invalidé les lois qui encadraient la prostitution dans le pays. On a alors vu réagir fortement des groupes abolitionnistes et entendu haut et fort les activistes pro-sexe crier à la victoire législative. Les opinions sont très variées et ce texte sert de vecteur de réflexion sur le sujet. Mais une question demeure : quel fond aura la nouvelle réforme concernant l'avenir des travailleurs et travailleuses du sexe ? Quelles orientations les gouvernements voudront-ils prendre ? Est-ce que cela ira vers la condamnation des clients ? À suivre…

J'pas une pute moi ?!

Lorsqu'on prononce le mot « prostitué-e », la première idée qui nous vient en tête est souvent celle d'une fille sur un coin de rue qui attend qu'une voiture l'embarque pour de l'argent en échange d'un service sexuel. Cette représentation de la prostituée est la plus commune. Pourtant, est-ce la seule forme de travail du sexe?

Sans tomber dans l'explication législative de la prostitution, l'idée de base pour expliquer au sens large ce métier est la suivante : un service sexuel en échange de quelque chose. Rien ne mentionne spécifiquement la nature et la forme du service sexuel, tout comme l'échange en soi. Avec du recul et une réflexion, on comprend que ce métier est vaste et peut prendre différentes formes.

Lorsqu'on lit les annonces dans les quotidiens, on peut observer différentes pubs d'escortes avec des descriptions concernant l'apparence physique qui peuvent être osées, ou encore des services de massage érotique et d'eXXXtra détente! Qu'en est-il alors des bars de danseurs qui annoncent des danses contact à 10 ou 20$ la chanson? L'explicite est au menu! Sans compter les autres formes qu'on puisse rencontrer.

C'est pourquoi l'emploi du terme « travail du sexe » est plus adéquat à utiliser lorsqu'on discute de prostitution. Ce terme désigne un métier dans l'industrie capitaliste où la sexualité est à l'avant-plan. Il permet également de respecter la dignité de l'individu qui œuvre dans ce domaine, sans susciter un préjudice et une connotation négative à l'égard de cette personne. De plus, cette expression forge une solidarité entre les différents acteurs et actrices de ce secteur de travail.

Le travail du sexe et la loi

La majorité de la population croit, en général, que la prostitution est réglementée par la loi et que la pratiquer est illégal. Les médias annoncent fréquemment les descentes policières dans les maisons de débauche, les salons de massage, les bars de danseuses, etc. L'opinion publique se forge alors via ces informations, et non à la source réelle. Que dit le Code criminel sur la prostitution?
La loi ne définit pas en soi le mot « prostitution ». Le Code criminel canadien se réfère à la jurisprudence, qui rapporte la prostitution comme étant :
#1) Une offre de service sexuel (on ne décrit pas la nature)
#2) Qui s'adresse à un nombre indéterminé de personnes
#3) En échange d'une quelconque rémunération. (rien n'est spécifique sur la nature du bien en retour)
Il n'est donc, en aucun cas, mentionné qu'obtenir une rémunération X en échange d'un service sexuel, entre adultes consentants, est une chose illégale. C'est pourquoi la prostitution en tant que telle n'est pas un acte illégal. C'est plutôt le contexte autour de ce métier qui vient compliquer les choses, puisqu'il y a des infractions qui s'y relient.
Le premier axe qui rend ce travail illégal est celui de tenir, d'exploiter, d'être présent-e dans et/ou d'utiliser une maison de débauche. Ce terme est excessivement vaste, car aux yeux de la loi, une maison de débauche peut être une maison personnelle, un hôtel, un appartement loué en gang, ou encore un lieu fixe de consommation dans un quartier. Les lieux possibles où faire du travail du sexe sont très variés!

Par la suite, sur un autre axe, il devient illégal de vivre des fruits de la prostitution d'UNE personne, et/ou de faire prostituer une personne, peu importe le motif. La notion de proxénétisme est très utilisée pour cet aspect. Il se rapporte beaucoup au consentement de la personne qui exécute ce métier.

Le dernier aspect touche la sollicitation des travailleurs et des travailleuses du sexe. La loi stipule qu'une personne qui communique, ou tente de communiquer dans un lieu public ou à la vue du public, avec comme objectif d'échanger des services sexuels pour une rémunération est passible de criminalisation. Ceci est également valable tant pour le client ou la cliente que pour le travailleur ou la travailleuse.

En route vers un changement social

La Cour suprême du Canada, le plus haut tribunal décisionnel du pays, a rendu dans une décision commune pendant le mois de décembre 2013, que les lois encadrant la prostitution dans le Code criminel étaient jugées inconstitutionnelles jusqu'à ce qu'un nouveau projet de loi soit écrit et déposé par le gouvernement fédéral.

Les articles de loi ont été jugés ainsi puisqu'ils allaient à l'encontre de l'article 7 de la Charte canadienne des droits et libertés. Cet article aborde la notion que tous les humains ont « droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de [leur] personne ». Les juristes font alors référence aux conditions de travail dans lesquelles certains acteurs et certaines actrices peuvent travailler. Il est alors intéressant de réfléchir sur les conditions possibles et les risques des travailleurs

et des travailleuses : l'utilisation du condom, le sécurisexe, les lieux de recrutement de clients et de clientes, la consommation (si présente), les recours offerts s'il y a une agression sexuelle, la peur de la stigmatisation, les préjugés, les soins de santé, les représailles, la répression policière, etc.

Avec les lois encadrant le travail du sexe, il devient facile de se faire arrêter et judiciariser sous différents motifs (flânage, sollicitation, etc.). C'est pourquoi les travailleurs et les travailleuses dans l'industrie du sexe peuvent adopter des comportements à risque et supporter des conditions de travail moins adéquates pour leur santé et leur sécurité. Ils et elles sont alors pris-e- dans un dilemme pour leur dignité : la liberté et/ou la sécurité. Les risques réels et possibles qui peuvent découler de ces comportements ne sont pas en cohérence avec les écrits légaux, qui prônent théoriquement une dignité humaine pour tous les résidents et toutes les résidentes du Canada.

Le travail du sexe ; un métier?!

La sexualité en soi a souvent été un sujet sensible dans les sociétés. Certain-e-s trouvent ce sujet tabou et n'osent pas en discuter, tandis que chez d'autres, l'ouverture à en jaser est grande. Certains et certaines le considèrent comme un acte sacré, tandis que d'autres seront plus frivoles. Mais qu'en est-il d'utiliser la sexualité afin d'en faire un métier, et même une carrière ?

Lorsqu'on aborde le travail du sexe, il peut être difficile de prendre position en faveur ou en défaveur. Reconnait-on cela comme un métier ou bien comme une souffrance ? Est-ce réellement un libre choix ou est-ce par manque de choix ? Est-ce un viol à répétition ou y a-t-il toujours un consentement ? Devrais-je être salarié-e pour utiliser ma sexualité ? Plusieurs questionnements sont alors nommés et les réflexions sont nombreuses. C'est pourquoi il est intéressant de voir les différents courants de pensée concernant ce métier.
Il y existe plusieurs écoles de pensées sur le travail du sexe dans l'univers féministe. Ces théories ne sont pas toujours en accord sur les réalités du métier. Pour certaines, la prostitution ne s'harmonise pas toujours avec la notion de féminisme. Pour d'autres, le féminisme est le cœur même du métier, car ce dernier rend possible une émancipation des femmes.

La perspective abolitionniste est l'un des courants très populaire en ce qui a trait au travail du sexe. Ennemi des pro-sexes, ce courant a pour but ultime l'abolition du travail du sexe et ne considère pas cette activité comme étant un métier en soi. Selon cette approche, le corps de l'individu qui offre un service sexuel moyennant rémunération devient un objet contrôlé par une autre personne. L'individu pratiquant ce métier est soumis. Les fervents militants et ferventes militantes de cette approche tiendront le discours que le travail du sexe correspond à la marchandisation du corps humain. La personne qui souhaite réaliser une carrière dans l'industrie du sexe, peu importe la durée, se voit être exploitée, victime et agressée sexuellement à chaque fois qu'il y a un service offert. Dans la vision abolitionniste, il n'y a pas d'ouverture à ce que le travail du sexe soit un métier choisi de manière « éclairée ». Le choix de faire ce métier est une violence qu'on s'inflige et une aliénation par un rapport de pouvoir et de domination. Cela ne respecte pas la dignité humaine et crée un impact sur la personne.

Une autre vision du travail du sexe est le mouvement pro-sexe. Ce courant met l'accent sur la liberté sexuelle. Chaque personne qui veut s'impliquer dans l'industrie du sexe est libre de son choix. La pudeur sexuelle et l'intégrité physique sont propres à chaque personne et les gens n'ont pas à juger du choix d'un individu si ce dernier est confortable dans ce métier. L'échange de services sexuels pour une rémunération est tolérable tant et aussi longtemps qu'il y a consentement des deux individus, que c'est volontaire, et qu'il n'y a personne qui force le travailleur ou la travailleuse à entrer dans le métier. Cette approche ne considère pas le métier en soi comme une marchandisation du corps de l'individu, puisque celui-ci ne donne pas son corps, mais offre un service temporaire. Il a le contrôle sur les services donnés et pose ses limites, ce qui ne résulte donc pas en une exploitation ou en une violence. Certains militants et certaines militantes vont même jusqu'à affirmer qu'il s'agit d'une réappropriation du corps de l'individu.

Il est certain que les descriptions ci-haut des deux principaux courants de pensée sur le travail du sexe sont brèves et il y a toujours matière à débat lorsqu'on nomme des sujets tels que l'appropriation du corps, la marchandisation, l'intégrité, etc. Certaines affirmations peuvent même être blessantes pour certaines personnes, à la lecture des arguments mis de l'avant par les courants de pensée sur le travail du sexe. Qu'on soit pour ou qu'on soit contre, le travail du sexe est présent, et ce depuis des lustres.

…Pour ou contre?! Et mes conditions à moi?!

Actuellement, le métier est réalisé dans différents lieux de travail et ce n'est un secret pour personne. Les lieux où l'on peut se procurer un service sexuel par un travailleur ou une travailleuse dans le métier sont multiples : sur la rue, dans un bar de danseuses ou de danseurs, à une agence d'escortes, sur Internet, etc. Libre est le choix de l'endroit pour rencontrer une personne dans le métier, de même que le lieu où le service sexuel sera donné. Le lieu de travail a aussi un impact sur la personne salariée.

Lorsqu'on aborde le sujet du travail du sexe, il est important de se questionner sur les conditions de travail de ces personnes, considérant que cela peut venir influencer nos opinions sur le travail du sexe – et ce, sans oublier les choix de l'individu, même dans cette industrie. Les conditions de travail dans cette industrie influencent la sécurité et la dignité du travailleur et de la travailleuse. Peu importe la vision que l'on peut avoir sur l'industrie du sexe, dans une idée pragmatique, le travailleur ou la travailleuse du sexe mérite respect, sécurité et dignité, comme tout travailleur ou travailleuse.

Lorsqu'on réfléchit aux aspects liés au travail (prix des services, lieu du service, lieu de travail du salarié ou de la salariée, les choix des clients, à qui mon argent va, suis-je en sécurité, ma motivation aujourd'hui, etc.), tous ces angles (et plus encore) doivent être pris en considération pour que la personne dans cette industrie soit pleinement en confort et dans un état de libre choix. Les différents lieux où ces personnes peuvent travailler n'ont pas les mêmes conditions et manières de fonctionner. Sans oublier que l'on peut être seul-e et « à son compte ».

L'industrie du sexe est un univers qui est très vaste. Les champs de travail sont multiples et tous ont leur manière de fonctionner. Le bar de danseuses ne fonctionnera pas comme l'agence d'escortes et le ou la salarié-e indépendant-e aura pleinement l'argent de son métier sans donner une partie à qui que ce soit. Il est donc intéressant de se questionner sur comment la personne travaille dans ce métier.

En somme, le travail du sexe est souvent perçu comme un métier controversé dans la société. Sous ses formes différentes, même aux yeux de la loi, il n'est pas si facile à décrire, surtout avec le changement législatif qui s'annonce. Les lieux de travail varient tellement que les conditions des salarié-e-s sont constamment en mouvance. Les différents courants de pensée peuvent être interprétés et influencés au regard des analyses que l'on fait en se penchant sur l'univers de la prostitution. C'est pourquoi ce texte se présente plutôt comme un vecteur de réflexion en abordant brièvement certains aspects ciblés de ce métier hors- norme.

Ounet

ÉMEUTES : QUAND LA RUE EST PRISE D'ASSAUT

Si la rue est pour certain un milieu de vie ou un lieu de travail, elle est aussi un terrain politique. En effet, c'est là que s'exprime parfois une certaine révolte contre le système ; la rue étant l'un des seuls espaces où les classes opprimées on l'occasion de faire entendre leur voix. Plusieurs prennent donc la rue pour démontrer un certain mécontentement ou pour faire valoir des revendications. Les marches et manifestations font parties des moyens prisés par les populations dénuées de pouvoir pour faire valoir leur poids politique. Il arrive parfois que ces évènements virent en émeutes. Les émeutes sont souvent décrites comme des moments où une foule perd sa raison et casse tout, par simple colère. Or, s'il est vrai que ces dernières sont généralement spontanées, elles ont aussi souvent des motivations politiques. On s'en rend bien compte lorsqu'on porte attention aux cibles des émeutiers ; police, banques, multinationales, etc. C'est pourquoi, pour plusieurs, les émeutes portent toujours en elles-mêmes un caractère subversif ; que ce soit l'expression d'une colère, d'un ras-le-bol ou encore parce qu'elles constituent une fronde contre la propriété privée et la société marchande. Retour sur 10 émeutes marquantes à Montréal

1917 - Émeute contre la conscription

Le 4 août 1914, la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne, s'engageant ainsi dans la Première Guerre mondiale. Ainsi, le jour suivant, le Canada, toujours considéré comme une colonie britannique emboîte le pas. Si de nombreux canadiens sont en faveur de la participation du Canada dans ce conflit et s'enrôlent dans l'armée, beaucoup d'autres sont critiques. Les Canadiens français représentent environ 10 % des effectifs des forces armées. Cela s'explique, pour certains, par le fait que la majorité des bataillons sont uniquement anglophones et protestants. Se diffuse alors dans les médias l'idée que les habitants du Québec ne veulent pas combattre. Des manifestations sont organisées pour réclamer des troupes catholiques et francophones. Plusieurs québécois vont ainsi remettre en question le caractère impérialiste du gouvernement britannique et refuseront d'aller au front, ayant aussi encore en mémoire l'épisode de la Guerre des boers (1899). En juillet 1917, commençant à manquer d'effectifs, le premier ministre Borden fait adopter, suite aux pressions des britannique, la loi du service militaire, imposant la conscription (l'obligation pour tous les hommes valides à servir dans les forces armées). Des émeutes éclatent au Québec, notamment dans les villes de Montréal, de Sherbrooke et de Québec. Le 9 août 1917, des émeutiers dynamitent, dans l'arrondissement montréalais de Cartierville, la maison du propriétaire du journal Montreal Star, Hugh Graham, fortement en faveur de la conscription. Entre le 29 mars et le 1er avril 2018, des émeutes éclateront également à Québec, suite à l'arrestation d'un homme conscrit.

1955 – L'émeute « Maurice Richard »

Le 13 mars 1955, un joueur étoile des Canadiens de Montréal, Maurice Richard, en vient au coup contre un défenseur des Bruins de Boston qui l'avait préalablement frappé, au Boston Garden. Le juge de ligne présent immobilise alors Richard, ce qui permet à son adversaire, Hal Layoce, de lui mettre plusieurs autres coups. Richard se fâche et assène un coup à l'arbitre. Il est alors suspendu par le président de la Ligue Nationale de Hockey (LNH), Clarence Campbell, pour le reste de la saison, tandis que son rival est blanchit. Pour de nombreux partisans du Canadien, ce geste démontre un certain mépris envers les joueurs Canadiens français. C'est dans ce contexte qu'éclate l'émeute du 17 mars 1955, à Montréal, alors que le Canadien dispute un premier match dans sa ville depuis les évènements de Boston. Plusieurs partisans sont d'ailleurs regroupés devant le Forum pour protester contre l'expulsion de leur favori. C'est la présence de Campbell au Forum qui déclenche les hostilités. Plusieurs spectateurs, en furie, commencent à lancer des objets dans sa direction. L'émeute éclatera véritablement suite à l'explosion d'une bombe artisanale dans le stade. L'émeute se propage dans les rues de Montréal et durera 7 heures, ayant pour résultat une centaine d'arrestations. Pour plusieurs, cet évènement est l'un des déclencheurs de la Révolution tranquille. Depuis cette époque, de nombreuses autres émeutes ponctueront l'histoire des Canadiens de Montréal, notamment celles de 1986, de 1993, de 2008 et de 2010.

1968 – Émeute de la grève à l'usine 7-Up

Le 27 février 1968, une manifestation est appelée en soutien aux travailleurs et aux travailleuses de l'usine d'embouteillage des produits 7-Up, à Ville Mont-Royal. Cette manifestation est organisée par les grandes centrales syndicales (FTQ, CSN, CEQ) et appuyée par les associations étudiantes et différents groupes indépendantistes. L'usine est en grève depuis juin 1967 et cette manifestation arrive à un moment intense de la Révolution Tranquille où les liens se resserrent entre le mouvement ouvrier, le mouvement étudiant et le mouvement indépendantiste. Ainsi, les manifestants et manifestantes fracassent les vitres de l'usine ainsi que celles de l'hôtel de ville de Ville Mont-Royal. Tout au long du trajet, des affrontements éclatent avec la police et les médias. Plusieurs fenêtres de résidences privées de ce quartier cossu éclatent également en morceaux et l'unité mobile de la station de radio anglophone commerciale CKGM (maintenant CHOM) est brûlée. Plusieurs policiers sont blessés en tentant de disperser la foule. Fait cocasse, le Front de Libération du Québec (FLQ) avait déjà fait exploser une bombe en octobre 1967 à cette usine et il récidivera en mai 1968.

1969 – Émeute anti-raciste à Concordia

Le 11 février 1969, un sit-in dégénère à l'Université Sir Georges William (aujourd'hui l'Université Concordia) provoquant ainsi l'une des émeutes les plus violentes de l'histoire du Canada. Cet évènement fait suite à un rejet, de la part de l'administration de l'Université, de traiter une plainte, formulée par 6 étudiants noirs d'origine antillaise, accusant un chargé de cours de racisme. En effet, ce dernier avait remis la note d'échec à tous les étudiants afro-américains de sa classe. Face au mutisme et à l'inaction de l'administration, des étudiants organisent des manifestations pacifiques dès le 29 janvier 1969. Après une dizaine de jours de protestations, l'Université signe une attente avec les étudiants. Le 11 février, l'accord s'effondre et l'administration appelle la police. L'arrivée de celle-ci met le feu aux poudres et les étudiants commencent à détruire du matériel scolaire. Au total, 97 personnes seront arrêtées dont 2 qui seront condamnées à purger des peines de prison (4 mois et 2 ans).

2002 – Émeute anti-sioniste à Concordia

Concordia sera le théâtre d'une deuxième émeute marquante le 9 septembre 2002, alors que l'ex président d'Israël, Benjamin Netanyahu, est invité à prononcer une conférence. Plusieurs centaine de manifestants pro-palestiniens et d'extrême-gauche se rassemblent sous l'invitation de la Coalition pour la paix et bloquent l'accès à la salle où devait avoir lieu la réunion. Ceux-ci déplorent le fait que cet homme, reconnu pour être à la tête d'un gouvernement colonialiste et guerrier, puisse propager sa haine dans l'Université. Face aux pro-israéliens, la tension monte et l'émeute éclate. Des chaises sont lancées et des vitrines sont fracassées. L'anti-émeute intervient, utilisant poivre de Cayenne et gaz lacrymogènes à l'intérieur des murs de l'Université, et procède à l'arrestation de plusieurs étudiants. Le bâtiment principal de l'Université sera évacué et la conférence sera finalement annulée. Cette émeute, aussi connu sous le nom de la révolte du Campus, fera parler d'elle dans plusieurs médias internationaux.

2003 – Émeute du concert de The Exploited

Le 10 octobre 2003, un concert punk est prévu au Medley (angle René-Lévesque et Saint-Denis) avec comme têtes d'affiche, le groupe britannique The Exploited ainsi que le groupe américain Total Chaos. Les spectateurs, surtout des punks, commencent à se masser devant la salle de spectacle lorsque la foule apprend que le groupe The Exploited a été refoulé à la frontière canadienne, les douaniers jugeant que deux membres avaient déjà eu une mauvaise conduite aux États-Unis. Les gens, furieux de ne pas voir le groupe légendaire, commencent à fracasser les vitrines du Medley avant de s'en prendre à tout ce qu'il y avait autour ; voitures stationnées dans la rue, abribus, panneaux, etc. Une cinquantaine de véhicules sont endommagés, dont huit incendiés. La foule prendra la rue Sainte-Catherine vers l'est et saccagera onze commerces. La librairie Archambault ainsi qu'une succursale de la SAQ seront également pillées. On peut dire que faute d'avoir vu The Exploited, les spectateurs ont mis en application plusieurs chansons du groupe telles que Chaos Is My Life ou Fuck The System. Une autre émeute punk avait également eu lieu en 1996 sur la rue Saint-Laurent à Montréal. Cette dernière jouera par ailleurs un rôle important dans la fondation de l'X, lieu phare de la scène contre-culturelle de la ville.

2008 – Émeutes de Montréal-Nord

Le samedi 9 août 2008, le jeune Freddy Villanueva est assassiné par les agents Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilotte, du Service de Police de la Ville de Montréal, alors qu'il joue aux dés dans un parc de Montréal-Nord. Cet évènement s'inscrit dans une longue série d'expériences de profilage raciale pour les jeunes issus de l'immigration dans ce quartier. Le lendemain, une importante émeute a lieu dans le secteur nord-est de l'arrondissement. Après une manifestation spontanée, organisée par les habitants du quartier, plusieurs jeunes en colère se rassemblent aux coins des rues Pascal et Rolland. Des incendies sont allumés, des bâtiments, appartenant principalement à la municipalité, sont saccagés, des voitures de polices sont attaquées et des coups de feu sont tirés en direction de la police. Ces seulement aux petites heures du matin que les policiers reprennent le contrôle. Cette émeute fait écho à de nombreuses autres, dans différents pays du monde, en ce qui a trait au traitement des jeunes racisés. Cette émeute contribuera à mettre la question du profilage raciale en lumière et aura pour conséquence une augmentation significative du financement de plusieurs organismes communautaires du quartier.

2012 – Émeute du Salon du Plan Nord

Flairant l'investissement très rentable, alors que le gouvernement Charest offre les ressources naturelles du nord québécois au plus offrant, ce qu'il appelle le Plan Nord, la Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain organise un forum stratégique sur les ressources naturelles auquel prend part le Premier Ministre lui-même. Le seul hic, c'est que ce forum a lieu alors que la plus grande grève étudiante de l'histoire du Québec fait rage. C'est ainsi que le 20 avril 2012, la CLASSE, le regroupement étudiant le plus radical, appelle à une manifestation ayant pour thème « Non à la gratuité minière, Oui à la gratuité scolaire » et dont le but est clair ; perturber le Salon du Plan Nord et l'allocution que Jean Charest doit y faire. C'est ainsi que nous aurons droit à l'une des manifestations les plus violentes de la grève étudiante de 2012. Elle sera ponctuée de nombreux affrontements avec l'anti-émeute du SPVM. De nombreuses vitrines du Palais des Congrès, où a lieu le Salon, voleront en éclats ainsi que celles de plusieurs commerces avoisinants. L'émeute durera une bonne partie de la journée. Jean Charest, dans son discours devant un parterre de bourgeois mettra de l'huile sur le feu en déclarant : « À ceux qui frappaient à notre porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi, et dans le Nord autant que possible… » Cette citation démontre assez bien toute l'arrogance de ce gouvernement et explique facilement la réaction des manifestants et manifestantes.

2012 – 1er mai anti-capitaliste

Le premier mai 2012, dans le cadre de la Journée internationale des travailleurs et travailleuses, près de 10 000 personnes se rassemblent au Champ-de-Mars pour participer à l'une des plus grandes manifestations anti-capitaliste ayant eue lieu à Montréal. Le point de rencontre choisi par les organisateurs de la manifestation ; la convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC), est hautement symbolique. En effet, c'est à cet endroit que ce sont tenu les premières manifestations du 1er mai, à Montréal. La manifestation du 1er mai 2012 s'inscrit dans l'une des plus grande grève du mouvement étudiant ; c'est probablement ce qui explique sa popularité. Sur place, on retrouve également un black block d'environ 300 personnes, possiblement le plus gros que Montréal n'est jamais connu. Quelques dizaine de minutes après le début de la marche, ce dernier s'agite. Plusieurs vitrines de banques sont brisées et des balles de peintures sont lancées sur des commerces. Les policiers déclarent rapidement la manifestation illégale. Jouant aisément de la matraque, le SPVM réprime violemment la manifestation. Les manifestants répliquent, ce qui donne lieu à d'intenses affrontements avec la police. Malgré quelques dizaine d'arrestations, la manifestation continuera pendant plusieurs heures.

Pesotta et A las barricadas

JUSTICE POUR...

...Robert Hénault, tué par le SPVM... et la gentrification?

- Le 26 juillet 2013, la police a été appelée parce que les proches de Robert Hénault, un homme âgé de 70 ans, avaient peur qu'il se suicide. Il était dans son appartement de la rue St-Denis sur le Plateau, avec son chien. Il aurait été armé d'un couteau. Il n'a pas ouvert la porte aux policiers qui ont demandé au propriétaire du magasin au rez-de-chaussée de leur ouvrir, « pour son bien ». Hénault était « hostile » à leur présence chez lui. Il aurait poignardé son chien. Les policiers affirment qu'ils se sont sentis menacés par cet homme qui était petit et avait une santé fragile. L'un d'eux a tiré au moins une balle et Hénault a été atteint dans la région de l'aine (bas du ventre). Il a été amené à l'hôpital où on ne craignait pas pour sa vie. Mais il n'en est jamais ressorti. Il est décédé le 8 août 2013, deux semaines après l'événement.

...Isidore Havis, tué par la police... et les compteurs « intelligents » d'Hydro-Québec?

- Le 30 juillet 2013, vers midi, deux employés d'Hydro-Québec se pointent sur la propriété d'Isidore Havis, sur le chemin Guelph à Côte-St-Luc, pour changer son compteur d'Hydro. Havis, un homme âgé de 71 ans, avec des problèmes cardiaques et était atteint de démence. Il les aurait menacés avec une arme à feu. Ceux-ci ont fui et ont appelé la police. (...) Vers 15h, quand le SPVM a « tenté une approche », Havis aurait tiré un coup de feu à travers la porte de son garage, blessant légèrement un agent au pied. (...) Le SPVM a fait évacuer plusieurs résidences, établi un large périmètre de sécurité en bloquant plusieurs rues, fait venir un négociateur et fait appel au véhicule blindé de la SQ (vu qu'il ne s'était pas encore acheté le sien). Le SPVM a utilisé du gaz lacrymogène pour entraîner la reddition de Havis, mais sans succès. Après une vingtaine d'heures de siège, le blindé de la SQ, équipé d'un bélier, a défoncé la porte principale. Un policier du SPVM aurait alors tiré une ou deux balles de caoutchouc sur Havis qui est tombé par terre et s'est rendu sans résistance ensuite. Havis est décédé le 17 août à l'hôpital, d'une cause qui n'a pas été rendue publique.

...Donald Ménard, tué par le SPVM et le Taser Gun

- Lundi le 11 novembre 2013, Donald Ménard, un homme âgé de 41 ans qui avait des problèmes de santé mentale et était possiblement intoxiqué, a perdu la vie après avoir été « maîtrisé » par quatre agents de la police de Montréal. D'après les informations qui ont filtré dans les médias de masse, qui proviennent essentiellement de la police de Montréal et de témoins du drame, les policiers ont utilisé du poivre de cayenne, leurs bâtons télescopiques et un Taser contre Ménard, avant de le menotter. Il a cessé de respirer et son décès a été constaté peu de temps après. Ce 88ième décès aux mains de la police de Montréal depuis 1987 ranime le débat sur l'usage des Tasers par les policiers, avec les mensonges et absurdités choquantes qui l'entourent.

Le coroner en chef ordonne une enquête publique sur la mort d'Alain Magloire (pour mieux nous endormir et blanchir les flics?)

- Face au tollé soulevé par la mort d'Alain Magloire sous les balles du SPVM, le coroner en chef du Québec, Me Denis Marsolais, ordonne la tenue d'une enquête publique pour «examiner les interventions d'urgence faites auprès de personnes chez qui on soupçonne la présence de problèmes de santé mentale.» (...) On peut déjà se demander si cette enquête va aussi inclure des cas qui ne sont pas arrivés «dans des lieux publics», comme la mort de Jean-François Nadeau dans son appartement d'Hochelaga en février 2012 alors qu'il était en crise. Et aussi, on devrait s'indigner du fait que cette enquête est confiée à nulle autre que la coroner Catherine Rudel-Tessier, la même qui avait mené l'enquête publique bidon sur la mort de Mohamed Anas Bennis, en excluant la famille de la victime de son enquête ! On voit déjà un biais juste dans le communiqué du Bureau du coroner qui ne mentionne nul part les mots «police», encore moins «brutalité policière» et «impunité».

(À lire en version intégrale sur le site web du COBP (www.cobp.resist.ca)

ARRESTATIONS POLITIQUES À MONTRÉAL EN 2013

BILAN FINAL : CONFIRMATION DE L'ARBITRAIRE ET DU PROFILAGE POLITIQUE

Vous pensiez que la répression policière à caractère politique avait été exceptionnelle en 2012, lors du «Printemps érable» ou du «Printemps de la matraque» ? À Montréal, seulement et selon les données du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), il y a eu 1711 interpellations et 382 arrestations en lien avec le «Printemps de la matraque», pour un total de 2093, ce qui inclut des arrestations suite à des enquêtes, et non seulement en manifestation. Or en 2013, il y a eu à Montréal seulement plus de 1 500 arrestations à caractère politique. Cela représente 75% du total des arrestations pendant le «Printemps érable», alors qu'en 2013, il ne s'est rien passé ou presque dans les rues de Montréal...

Au début de l'année 2013, des policiers ont laissé poindre une inquiétude face à des militantes et militants qui auraient connu une radicalisation pendant le «Printemps érable». Or dans les faits, c'est la répression policière qui s'est radicalisée en 2013, et son caractère arbitraire apparaît encore plus clairement, un an après le Printemps de la matraque de 2012, marqué par plus de 3 500 arrestations à caractère politique pour tenter de casser une grève étudiante puis une lutte populaire.

On se rappellera qu'en 2012, suite à une modification du règlement P6 obligeant que les trajets des manifestations soient divulgués aux autorités policières, des dizaines de manifestations ont été déclarées illégales parce que l'itinéraire n'avait pas été révélé à la police (souvent, il n'y avait tout simplement pas d'itinéraire prévu). Mais la police a aussi laissé filer des dizaines de manifestations, même après les avoir déclarées illégales. À titre d'exemple, Yannick Ouimet, un porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a déclaré aux médias suite à la manifestation du 26 avril 2012, que « [m]algré des avis de manifestation illégale, les policiers ont décidé de tolérer la manifestation qui s'est déroulée, somme toute, de façon pacifique ». Pourtant, divers méfaits avaient été commis sur des vitrines et des véhicules et les policiers avaient même été la cible de divers projectiles. Au final, il y avait eu plusieurs dizaines d'arrestations. Il semble donc qu'il soit possible pour la police de permettre à une manifestation illégale de se poursuivre (et de qualifier de «pacifique» un tel événement), même si le trajet n'a pas été annoncé et même si des méfaits sont commis, y compris des tirs de projectiles vers des policiers.

À partir de février 2013, les forces du SPVM ont commencé à adopter une interprétation beaucoup plus stricte du règlement P6, procédant à des arrestations de masse sous le simple prétexte que le trajet des manifestations n'avait pas été divulgué. Au fil des mois, il est toutefois apparu que le choix des modalités d'intervention était arbitraire, puisque parfois la police procédait à une arrestation de masse avant même le départ d'une manifestation et d'autres fois après le départ de la manifestation, alors qu'en d'autres occasions, les manifestations pouvaient se dérouler sans aucune arrestation, même si le trajet n'était pas connu.

Admettant le côté arbitraire des interventions, le porte-parole du SPVM, Ian Lafrenière, a expliqué aux médias que l'officier au centre de commandement avait en effet un «pouvoir discrétionnaire» : «ça dépend de plusieurs facteurs, par exemple le nombre de personnes, le nombre de policiers sur place, la météo...» (...)

Conclusion

À la lumière de ces données, il apparaît clairement que la police agit de manière arbitraire et discriminatoire dans son application du règlement P6, et que même ses justifications présentées aux médias par son porte-parole sont en contradiction avec la réalité. (...)

Même quand des méfaits sont commis sous les yeux des policiers, comme de la consommation de cannabis ou encore des occupations de bureaux, y compris de ministres du gouvernement, la police n'intervient pas et laisse filer la manifestation (12 avril et 4 mai).

Il n'est pas possible de tirer des lois générales de ces quelques

cas, mais il semble tout de même que la police ait tendance à être beaucoup plus tolérante envers des manifestations organisées par des groupes de féministes, ou par des groupes institutionnalisés de défense de droits (OPDS, FRAPRU), même si ces groupes refusent de fournir l'itinéraire de leurs manifestations et mènent des actions illégales, comme des occupations, ou si les conditions météorologiques sont mauvaises.

À l'inverse, la police semble avoir tendance à être bien moins tolérante envers les manifestations associées de près ou de loin au mouvement étudiant et aux forces anticapitalistes, qui sont plus souvent la cible de la répression (même si certaines ne le sont pas du tout). Bref, la police agit avec arbitraire et d'une manière qui peut sembler en partie aléatoire pour celles et ceux qui manifestent dans les rues de Montréal sans que le trajet ne soit divulgué, mais une étude plus attentive laisse voir que la police pratique une certaine forme de profilage politique, c'est-à-dire qu'elle est plus ou moins tolérante selon l'identité idéologique et politique réelle ou perçue des groupes militants qui organisent les manifestations. En matière de manifestations politiques (soit l'expression collective d'opinions politiques), la loi n'est donc pas la même pour tous et toutes, ou à tout le moins la police décider de faire respecter la loi et de laisser ou non des méfaits être commis selon qui manifeste, ce qui signifie que la police décide des opinions politiques qui ont droit de cité ou non. Même si des déclarations publiques du porte-parole de la police tendent à cacher cette réalité en évoquant, par exemple, la météo, il semble que l'identité idéologique et le message politique ont bien plus d'influence sur le choix de la police d'intervenir ou non — il s'agit donc de profilage politique.

[Document préparé par Francis Dupuis-Déri, décembre 2013]

Pour le texte au complet et les données sur les arrestations de 2013 : http://cobp.resist.ca/documentation/arrestations-caract-re-politique-montr-al-en-2013-confirmation-de-l-arbitraire-de-la-r

KING CAPITALIST

La police, un monstre décrépit qui sert de “decoy” à quelque chose de plus diabolique. Sous ses airs de créatures sauvages, sous sa carapace impénétrable de kevlar, derrière ses défenses dangereuses - de venins irritants, de griffes émoussées mais Ô combien puisantes et de crachats métalliques meurtriers qui explosent le mur du son - en dessous de tout ça se cache une quelconque fragile marionnette. Bien que cette bête abrutie batte tout c’qui bouge - BOUGE ! ces mots qui bousculent - et bien qu’elle le fasse pour protéger ce qu’elle considère être SON territoire (connerie oui... C’EST NOTRE TERRITOIRE FUCK !) ce pantin ne fait que répondre aux ordres du monarche du mal : King Capitalist. Misérable monstre millénaire, cette erreur de la nature règne sur notre Terre depuis des lustres. Empoisonnant notre air - et par le fait même nos esprits - à coup de mensonges, de tromperies, d’esclavage, de morts, de politicailleries, de lois supposées représenter la JUSTICE !? (Là-dessus j’aimerais entendre un gros BULLSHIT!)

Bref, par un amoncellement de merdes inhumaines, ce calmar grotesque pourri la vie du peuple; moi, elle, toi, vous, NOUS! Et que cette créature est coriace, HOOOOOOoooooooo que oui! ... Depuis si longtemps elle maintient son règne grâce à ses multiples tentacules tendus dans les États, dans les étaux... Tous dotés de leur cervelle propre, de leur motricité individuelle, ces tentacules croissent sous le couvert de concept humanoïdes; religion, économie, politique, éducation, alimentation, même les comportements sociaux... Surtout ! Voilà quelque’unes des armes de King Capitalist! Et si ces concepts sont à sa botte, pour qu’il ait su régner si longtemps, il lui aura fallu de solides défenses. Chaque tentacule est paré de dents acérées, répondant sans objections aux abjectes décisions; ces dents sont la police, milice complice des immondices du complot capitaliste. Sans réflexions, sans considérations, lorsque le fil attaché à ses membres se soulèvera, pour briser le soulèvement populaire il rabattra sa matraque de toutes ses forces, de toute sa rage, sur la masse de gence à la motivation émoussée.

Mais sa rage de quoi me demanderez-vous !? Sa rage de l’inconnu, sa rage face à un mode de vie alternatif qui lui est incongru. Sans savoir, sans COMPRENDRE pourquoi, il lèvera, puis baissera le bras bastonnant ces «bâtards». Brandissant le bâton de la répression - air de brave au visage, air de boeuf - il cognera sans chigner. Pis partez pas en peur à penser qu’une femme va s’en priver (il était une fois robocop 728 et sa dispersion poivrée...) ET si par malheur l’un venait à vouloir se détacher des courroies qui le corrompent - ébloui par les beautés du bonheur des non-bourgeois - King Capitalist le ramènera rapidement sur CASH - euh non! TERRE, s’cusez moi. Lui brandissant des honoraires à temps double, triple, il saura lui recoudre les membres pour qu’il redevienne un larbin larvaire sans intelligence propre. Pauvre petit pantin perdu. Il ne faudrait pas trop non plus lui en vouloir... Voyez-vous, depuis haut comme 3 pommes d’Adam étranglées, on le «brainwash»! Oui Oui ! On l’abrutit : «consomme, sois propre, sens bon, travaille fort, consomme, pense pas trop, achète un char, une maison, des voyages dans le sud, CONSOMME, trouve toé une chix, du gaz, du luxe, CONSOMME. Ha, pis t’empêche pas d’tapocher tout ceux et celles qui’l font pas!»

Alors, pinpin le petit pantin policier tapoche, obéit bêtement. C’est pas d’sa faute, y’a pas été conditionné à penser par lui-même, Pour lui-même. Ça fait qu’il écoute le fil qui le tire, i’ nous tire dessus, pis après c’est le fil des nouvelles qui défile, qui s’effile entre les chaînes de télé, pis la masse de filous fait la file pour regarder le massacre sur LCD, en HD, en 3D. Parce que le sang qui coule à la télé, au ralentit, en boucle, c’est plus spectaculaire, tentaculaire. C’EST PLUS (+) VRAI ! Pis après c’comme si c’était plus vrai...

MONTREAL
SISTERHOOD

ÉDITO

Le 8 mars dernier, dans le cadre de la Journée internationale des femmes, le Montréal Sisterhood, produisait pour la première fois son propre zine ; Smash it Up! Celui-ci a pour objectif de traiter de sujets variés avec un point de vue féministe radicale et de mettre de l'avant le talent de femmes de notre milieu. Le zine a d'ailleurs été conçu dans son entièreté par celles-ci, que ce soit au niveau de la rédaction, du montage, des dessins, de l'impression, etc. Il a été produit en collaboration d'une part avec des groupes politiques dont les Sorcières et le comité femme du Collectif Libertaire Montréal, et d'autres part avec des féministes indépendantes.

Le thème principal du Smash it Up! 1ere édition portait sur le consentement et la culture du viol. Nous avons choisi ce thème puisque, paradoxalement aux idées d'égalité véhiculées dans les milieux militants, notamment dans le milieu antifa, nous retrouvons malgré tout des violences sexuelles.

Afin de briser le mythe perpétuant l'idée selon laquelle le viol ne se produirait que dans des situations lugubres et flagrantes, nous voulions exposer les différentes manifestations de cette culture du viol qui nous traquent dans toutes les sphères de nos vies.

Pour la présente section du Montréal Sisterhood dans cette édition du Casse Social, nous vous proposons, entre autre, des extraits du Smash it Up!. D'abord, vous retrouverez un article sur les agressions et violences sexuelles dans le milieu antifa ; « Notre herbe n'est pas plus verte que celle du voisin ». Ensuite, vous trouverez une critique du mouvement Femen et un texte sur les femmes et la prison. De plus, vous trouverez un témoignage d'une femme alliée et un retour sur la manifestation non-mixte et la soirée du 8 mars que nous avons organisées. Du même coup, nous vous invitons à vous procurer sur nos tables notre fabuleux zine, style DIY, à contribution volontaire.

Bonne lecture!

RETOUR SUR LA MANIF DU 8 MARS

Depuis 4 ans, le Montréal Sisterhood souligne le 8 mars, la Journée internationale des femmes, de différentes façons. Cette année, nous avons décidé, en collaboration avec le collectif féministe radical Les Sorcières et le comité femme du Collectif Libertaire Montréal, d'organiser une manifestation non-mixte sur le thème du consentement. Cette idée nous est venue suite à un malaise face aux traditionnelles manifestations du 8 mars à Montréal. Nous avions de la difficulté à trouver notre place entre les manifestations plus institutionnelles et syndicales qui laissent plus ou moins de place aux points de vue radicaux et entre celles plus combatives, mais où des hommes prenaient beaucoup de place. C'est ainsi que nous est venu l'idée d'une marche non-mixte. Ce choix s'est également imposé compte tenu de notre thème ; le consentement. Le thème du consentement fait suite à une série d'agressions sexuelles survenues dans divers milieux militants. Ainsi, par cette manifestation, nous voulions créer un espace sécuritaire et un rapport de force face à la culture du viol.

L'annonce d'une manifestation non-mixte a causé beaucoup de remous, notamment sur les réseaux sociaux. Plusieurs, surtout

des hommes, de pro-féministes à masculinistes, ne comprenaient pas la pertinence de cette façon de s'organiser. Plusieurs nous ont accusées d'être sexistes et excluantes. Nous avons alors dû rappeler la légitimité de la non-mixité. Tous les mouvements sociaux s'organisent parfois en non-mixité ; qu'on pense aux syndicats constitués uniquement de travailleurs et travailleuses, à certains groupes Black Power essentiellement constitués de personnes noires, etc. Le but n'est pas d'exclure les hommes, mais bien de se retrouver, pour un moment, entre femmes, pour dénoncer une problématique qui nous touche particulièrement. S'il est vrai que des hommes sont aussi victimes de violences sexuelles, force est d'admettre que ce sont les femmes qui les subissent le plus.

Plus de 200 femmes se sont donc rassemblées à la Place Norman-Bethune, dans le centre-ville de Montréal, vers 18h00. L'ambiance de la manifestation était électrisante ! Nous avons reçu beaucoup de commentaires très positifs. Beaucoup de femmes présentes nous ont dit avoir eu le sentiment, en reprenant la rue, de reprendre contrôle sur leurs réalités. Nous sommes également fières d'avoir marché sans avoir donné notre trajet, bravant ainsi le règlement P6 ! La manifestation s'est terminée dans les environs du bar coop Les Katacombes où nous avons tenu une soirée Dj soulignant du même coup le lancement de notre premier zine *Smash it up!*. Cette soirée, qui était mixte, a rassemblé une centaine de personnes dans une ambiance festive. Vous trouverez plus d'information sur notre nouveau zine dans notre édito, à la page précédente.

Bref, ce fût un très beau 8 mars pour nous ! Merci à tout ceux et toutes celles qui y ont participé.

Le Montreal Sisterhood, le Comité femmes du
Collectif libertaire Montréal et Les Sorcières s'insurgent!
LE CONSENTEMENT
MANIFESTATION FÉMINISTE NON-MIXTE
7 MARS 2014
RASSEMBLEMENT À 18H
FIGHT
RAPE
CULTURE
* Non-mixte = toute personne s'identifiant comme femme, ne bénéficiant pas des privilèges d'hommes
* Les Femens ne sont pas les bienvenues
Rendez-vous à la Place Normand Béthune, intersection de Maisonneuve et Guy (Métro Guy Concordia).

L'HERBE N'EST PAS PLUS VERTE CHEZ LE VOISIN

L'année 2012 aura été marquée par la plus grande grève étudiante de l'histoire du Québec. La puissance des mobilisations féministes aura notamment été l'un des aspects saillants de ce moment. En effet, plusieurs revendications féministes ont été mises de l'avant, de multiples actions ont été réalisées sur ses bases, des solidarités se sont créées et plusieurs femmes ont documenté la place de tous ces facteurs dans le mouvement. Cependant, une fois la poussière retombée, la lutte fut entachée par la révélation de plusieurs cas de violences sexuelles perpétrées par des militants. Nombreux et nombreuses ont été surpris-e-s d'apprendre que malgré le discours féministe développé à l'intérieur du mouvement, des comportements et agissements sexistes perdurent autant chez les étudiants sympathiques à la cause que chez les « super-militants ».

Dans le milieu antifa, les réactions ont été diverses, allant de l'indifférence à la colère, en passant par l'incompréhension et le désir de vengeance. Mais une question demeurait pour plusieurs : comment se fait-il qu'il y ait autant d'agressions sexuelles dans un milieu où se concentrent beaucoup d'hommes dits pro-féministes, alors que la scène antifa, réputée pour son caractère macho, en est presque exempte? À la suite de discussions informelles entre femmes qui ont été générées par des dénonciations, nous nous sommes aperçues que les viols, les agressions et les attouchements sexuels, les violences sexistes et conjugales et le harcèlement étaient tout aussi présents dans notre milieu... mais bien moins nommés et encore moins dénoncés que dans le milieu étudiant.

S'il est déjà difficile de dénoncer une agression dans la société en général par peur de ne pas être crue, de se sentir coupable, de subir l'isolement, etc., il l'est tout autant dans les milieux militants. Comme l'ont soulevé les féministes du mouvement étudiant, les militantes éprouvent des difficultés particulières à pointer les agressions à l'interne. La dominance

des hommes à l'intérieur des luttes étudiantes n'y est pas pour rien; ils détiennent la majorité du pouvoir politique. De plus, il y a la peur de nuire à la lutte en dénonçant, de donner des munitions à l'ennemi (par exemple, les médias de masse utilisant ces cas pour décrédibiliser nos revendications), de créer des divisions et d'exclure des camarades dits « essentiels ». Ainsi, on se rend compte qu'il y existe une hiérarchisation du travail politique et qu'il sera beaucoup plus difficile de dénoncer un militant perçu comme indispensable : « vaudrait mieux un bon militant un peu sexiste qu'un scab », se dit-on. Finalement, puisque pour plusieurs le féminisme ne constitue qu'une étiquette servant de raccourci pour permettre de s'intégrer, les femmes n'ont souvent pas un lien de confiance assez significatif pour dénoncer.

Dans le milieu antifa, nous rencontrons également ces obstacles. Par contre, à ceux-ci s'ajoutent d'autres obstacles qui nous sont spécifiques. D'abord, les antifascistes s'organisent sur des bases très affinitaires ce qui a habituellement pour résultat la création de liens affectifs d'une grande intensité et d'une solidarité particulière. En effet, vu la nature de la militance, la confiance demeure un principe primordial et, puisque nous vivons souvent des moments chargés d'émotions, nous en venons à développer des relations qui peuvent se comparer à celles d'une famille. Bref, pour plusieurs, ami-e-s et camarades sont synonymes et les contacts dépassent largement les réunions et les manifs. Ainsi, l'exclusion à la suite d'une dénonciation signifierait non seulement la perte d'un militant, mais aussi d'une personne très proche. Les solidarités qui se tissent dans la lutte font en sorte qu'on accepte parfois des comportements qui ne devraient pas l'être. C'est surtout vrai pour les comportements sexistes, puisqu'on remarque, en général, qu'ils sont beaucoup moins pointés du doigt que ceux à caractère raciste. Également, l'aspect violent et unitaire associé au mouvement peut être un incitatif au silence pour certaines. Pour toutes ces raisons et aussi parce que le milieu est petit et majoritairement masculin, les risques que ce soit les femmes qui se voient exclues à la suite d'une dénonciation sont palpables : la crainte d'un contrecoup est bien présente. Finalement, puisqu'il y a peu d'historique de luttes féministes collectives sur cet enjeu dans notre milieu, nous avons peu d'outils pour faire face à ces situations.

Face à de nombreux cas vécus dans notre contreculture, nous croyons que la réflexion féministe doit être mise de l'avant et cesser d'être considérée comme une lutte seconde. Il faut arrêter de passer sous silence les gestes sexistes et violents envers les femmes et il en est de notre responsabilité, hommes ou femmes, de les dénoncer. Nous sommes également d'avis qu'une plus grande solidarité féminine doit se mettre en place; les filles doivent s'organiser ensemble afin de créer un rapport de force, et briser l'isolement. Il faut aussi développer des stratégies adaptées à notre réalité. L'éducation populaire et la communication sur le consentement s'avèrent parmi les plus nécessaires.

POURQUOI LES FEMENS NE SONT PAS LES BIENVENUES

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, le Montréal Sisterhood, le comité femmes du Collectif libertaire Montréal et les Sorcières ont organisé une manifestation non mixte ayant pour thème le consentement. En s'attardant à la description de l'évènement, il est possible de constater que malgré l'inclusion de toutes personnes se considérant comme femme et ne bénéficiant pas des privilèges d'homme dans l'idée de non-mixité, les Femen, elles, ont été exclues. Quand on connait les actions et affiliations des Femen du Québec et d'ailleurs, cette décision ne nécessite pas de justification, mais il nous semble tout de même primordial de réitérer notre conviction que ce groupe nuit non seulement à la lutte féministe, mais aussi à la lutte antiraciste. En effet, la réputation des Femen à l'international n'est plus à faire : liens avec des groupes d'extrême-droite (par exemple : soutien au parti de droite Svoboda, militantisme aux côtés de néonazis connus, etc.), discrimination et racisme antiturc, islamophobie, domination du groupe par des hommes d'affaires riches et utilisation du corps de la femme à des fins sensationnalistes ne sont que quelques-unes des anguilles sous roche du groupe prônant supposément les droits des femmes ainsi que la lutte contre le racisme et l'industrie du sexe. Il ne faut donc pas chercher bien loin pour remarquer les contradictions évidentes de leur discours.

Le niveau d'incohérence des Femen ne cessera de surprendre :
- Combattre le racisme par la stigmatisation des membres de communautés ethniques en tant qu'agresseurs sexuels;
- Lutter pour de meilleures conditions pour les femmes, mais exclure et infantiliser* les femmes appartenant à des communautés religieuses au nom d'une laïcité;
* c.-à-d. prétendre connaitre les besoins et être les sauveuses de femmes dont elles ne savent rien
- Combattre la pornographie par la nudité répétée de femmes s'inscrivant dans les standards de beauté;
- Prétendre faire avancer la lutte féministe en décrivant toutes les autres formes de ce militantisme comme étant désuètes; etc.

Au grand désarroi d'un bon nombre de féministes radicales, de proféministes et de militants antifascistes, le phénomène Femen s'est transposé au Québec, usant du même discours, des mêmes

tactiques et présentant les mêmes attitudes impertinentes que leur homologue européen.

FEMEN QUÉBEC affirme son désaccord avec les cercles féministes habituels et compte intégrer les hommes à leur lutte puisqu'elles seraient vraiment pour l'égalité entre les hommes et les femmes et que s'organiser en non-mixité serait du sexisme inversé. Toutefois, historiquement, ce sont les luttes féministes en organisation non mixte qui ont fait avancer les conditions des femmes au Québec. En effet, c'est la création d'un espace de discussion non mixte qui permet à nous, femmes, de nommer l'oppression que nous vivons, mais aussi de nous organiser de façon autonome afin de choisir nous-mêmes les changements nécessaires à notre émancipation. C'est ainsi que nous croyons pouvoir atteindre une réelle égalité homme/femme. Il nous semble ironique qu'elles victimisent les hommes en déclarant que les féministes sont sexistes au lieu de se remettre en question et d'avoir des réflexions féministes sur leurs propres conditions.

L'arrogance des Femen, qui prétendent savoir ce qui est bon ou pas pour les femmes et la façon dont elles devraient s'organiser, est à notre avis une autre incohérence qui fait naitre bon nombre de réflexions, entre autres sur le colonialisme. En effet, leurs revendications, leurs idéaux et leurs actions s'apparentent au néocolonialisme de par leurs tentatives de libération et de modernisation des femmes selon leur perception très blanche et occidentale de ce que doit être une femme affranchie, sans toutefois tenir compte des réalités et des expériences des femmes de diverses communautés ethnoculturelles.

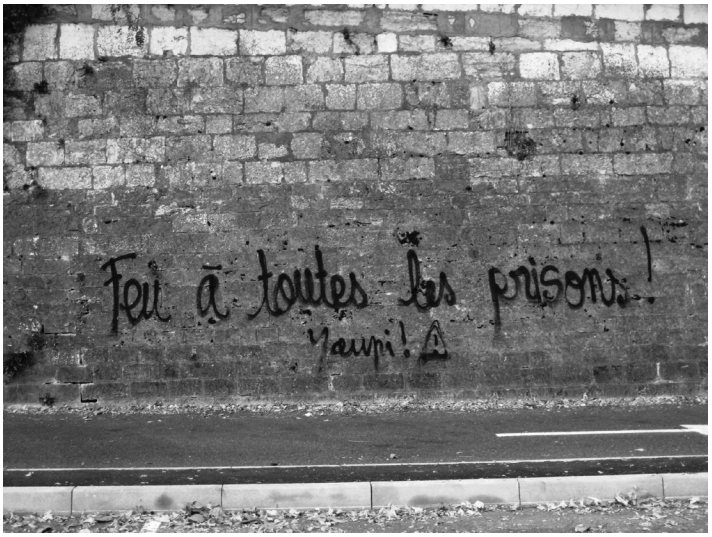
Il est aussi ridicule de constater que le groupe du Québec tente d'augmenter sa crédibilité en utilisant le nom Québécoises Deboutte! sur les réseaux sociaux. En effet, cette appellation n'est pas propre à Femen Québec, mais est plutôt associée au journal du même nom publié en 1971 par le Front de libération des femmes, groupe qui, s'il existait encore aujourd'hui, n'endosserait probablement pas une telle usurpation de leur création par un regroupement appuyant les revendications pro-charte des Jeannettes.

En résumé, nous nous opposons au féminisme de façade et au racisme ambiant de Femen – au Québec comme ailleurs – et réaffirmons notre désir d'être en aucun cas associées à ce regroupement : les femmes se revendiquant du Femen ne sont donc pas les bienvenues à nos évènements et le groupe est sommé de ne pas utiliser nos photos, nos logos ou nos affiches sur ses plateformes à des fins d'autopromotion.

FEMMES ET PRISONS

Violence d'État sexiste, classiste, colonialiste et raciste sur les femmes incarcérées, abolition des prisons et gestion anti-carcérales des violences sexuelles.

Les contextes de luttes, notamment face à l'austérité, qui se perpétuent partout dans le monde depuis quelques années ajoutés à l'augmentation de la répression et de l'incarcération, qui elles sont de plus en plus importantes, posent une réflexion sur le milieu carcéral et en ce qui nous intéresse plus en tant que féministes, sur la situation des femmes par rapport à la violence d'État et aux prisons. L'incarcération récente de deux camarades anarchistes au Mexique suite à des actions militantes, s'inscrivant dans un contexte insurrectionnel qui se prolonge depuis 2012 à Mexico, a sans aucun doute inspiré ma réflexion sur la situation des femmes dans le milieu carcéral. De plus, le contexte récent de cas de violences sexuelles en milieux militants nous a toutes et tous mis-e-s face à la question de la gestion de ces situations en maintenant nos idéaux qui viennent à l'encontre du système judiciaire et policier. C'est ainsi que je lance une série de textes portant sur les femmes et les prisons dans une perspective anti-prison, féministe antiraciste et anarchiste. Ce premier article se pose en introduction et en survol des différentes réflexions à ce



sujet. Chaque aspect sera sujet à plus profonde élaboration. La prison est sans aucun doute la matérialisation la plus concrète et la plus violente de l'oppression et de l'enfermement des individus qui, volontairement ou non, s'opposent aux normes du système en place par la mise en pratique de leurs idées ou par leurs actions. Cette institution violente qui même lorsqu'elle ne comporte pas la peine

de mort par la chaise électrique, le peloton d'exécution, l'injection ou la pendaison, comme chez nos voisins des États-Unis, effectue une violence destructrice à l'intérieur comme à l'extérieur de ses murs. La prison symbolise la culture patriarcale et colonialiste et c'est pourquoi il est d'autant plus important de s'y attaquer en tant que féministe antiraciste. Plusieurs tenteront de répliquer que le Canada est un pays moderne et démocratique et qu'on devrait regarder ailleurs avant de critiquer, mais on sera (ou pas) surpris-e-s de constater que la Canada est en 4e position mondialement en ce qui a trait au taux d'incarcération, suivant les États-Unis, la Russie et l'Irlande du nord. Dans cette société qui prône une justice punitive, ce n'est pas qu'une remise en question ou une réforme des institutions qu'il faut faire, mais plutôt un passage radical d'une société punitive à une autogestion collective des différents enjeux de société. Ainsi, il faut s'opposer à l'individualisation du crime et se questionner plutôt sur les conditions matérielles des individus qui ont été amenés à commettre des actions dites criminelles et ce dans une perspective abolitionniste[1]. Qui retrouve-t-on en prison pour femmes et que vivent-elles entre ces murs ? Le contexte carcéral et judiciaire en général est sans aucun doute un lieu où les oppressions de race, de genre et de classe s'expriment de façon exponentielle. Ainsi, la prison consiste en un moyen trouvé par l'État pour entreposer les indésirables, donc particulièrement les classes discriminées et les plus marginalisé-e-s de la société. Au même titre que le système scolaire, la prison s'inscrit dans une classification institutionnalisée des différentes couches sociales. Par ailleurs, entre 20% et 25% des femmes en milieu carcéral fédéral au Canada sont des autochtones et ce, même si elles ne représentent que 4% de la population canadienne. Ces femmes, en plus d'être enfermées, contrôlées et persécutées à l'extérieur des murs des prisons par leur colonisateur, le sont triplement dans ces prisons qui ne sont pas adaptées à leur réalité, leurs valeurs et coutumes, arrachées de leurs terres ancestrales. Ainsi, si certaines d'entre elles restent en prison plus longtemps, ce n'est pas à cause de l'intensité de leurs crimes, mais bien car elles ne peuvent s'adapter à la prison du colonisateur, et ce avec raison.

Les violences et plus précisément les violences sexuelles subies par les femmes en prison sont multiples et récurrentes. De la violence psychologique persécutrice des Screws aux Strip Search incluant la fouille vaginale, l'appropriation du corps des femmes par la violence est l'outil principal de la domination effectuée sur les prisonnières. En effet, pour punir les prisonnières de leurs agitations ou de tout comportement jugé perturbateur, les forces de l'ordre à l'intérieur des prisons peuvent commettre les pires atrocités. Voici un résumé d'un des plus grands scandales carcéral canadien datant d'Avril 1994 : En avril 1994, après deux jours de protestations de la part des prisonnières et de gestes d'hostilité provenant des gardiens, une équipe d'intervention (provenant du pénitencier pour hommes situé sur la même rue) fit irruption dans l'unité de ségrégation de la PdF où huit prisonnières, dont six autochtones, étaient déjà couchées. Une par une, ces femmes furent soumises à des fouilles à nu, afin, de toute évidence, de trouver de objets de contrebande. Une équipe d'hommes (et une femme) masqués, en uniformes de Darth Vader, ont tenu sur le plancher de ciment des femmes petites et non violentes, déchirant leurs vêtements jusqu'à ce qu'elles soient nues. Certaines des femmes criaient : leurs attaquants restaient silencieux. L'une des femmes a supplié qu'on lui donne ses lunettes ; en guise de réponse, les lunettes furent écrasées sous une botte. Menottes aux poings, enchaînées aux chevilles et à la taille, à peine couvertes de robes de papier, elles furent projetées, face première, contre le mur de ciment pendant que l'équipe de fouille faisait claquer leurs bâtons sur le mur près des oreilles de leurs victimes. Tour à tour, les femmes furent emmenées dans une autre pièce et soumises à une fouille vaginale. On ne trouva aucune contrebande. Les femmes furent mises en isolement, certaines jusqu'à neuf mois, caméras et lumière constamment sur elles, sous garde surveillée 24 heures par jour. Pendant un certain temps, elles furent même privées de tout bien matériel tel que vêtements, matelas, couvertures, produits d'hygiène, matériel pour écrire et téléphones.[2]

Les conditions de détention des prisonnières et l'assignement de certaines à des cellules à sécurité maximale ou aux « Unités d'encadrement renforcées » (Cellules d'isolement), ne font que leur procurer plus de problèmes de santé. Les dits « professionnels » s'emparent ensuite de ces « troubles de santé mentale » pour justifier l'incarcération particulière de ces prisonnières, quand en fait c'est cette incarcération inhumaine en soit qui les rend dans un tel état. L'État considère les délinquant-e-s comme des malades lorsque c'est lui qui provoque les maux de ceux et celles-ci.

En tant que féministes radicales, il ne faut pas seulement lutter contre les prisons pour femmes en oubliant la prison pour hommes à la manière différentialiste, mais s'opposer à la société capitaliste punitive en entier. De plus, il faut faire attention de ne pas tomber dans son jeu en demandant l'incarcération prolongée des agresseurs et des hommes violents. Il faut opter pour une

1 On parle ici d'abolitionnisme en tant que position pour l'abolition des prisons.

2 Faith, Karlene, « La résistance à la pénalité : un impératif féministe », Criminologie, vol. 35, n° 2, 2002, p. 7. En ligne : http://id.erudit.org/iderudit/008293ar

justice transformatrice abolitionniste qui ne reposera pas sur la répression, mais bien sur une prise de conscience collective des comportements opprimants en prônant des programmes de rééducation féministe en communauté pour violeurs, qui seront plus appropriés et constructifs que la prison, qui elle ne fait pas remettre en question les agresseurs et leurs actes. D'ici à ce que les prisons soient détruites, il faut se trouver de réelles solutions collectives pour lutter contre les violences faites aux femmes dans nos milieux et agir de façon appropriée pour faire rendre compte aux agresseurs de leurs actes.

En conclusion, en tant que féministes anarchistes et communistes, il est important de s'opposer radicalement à la violence d'État qui suinte des murs de l'oppression structurant le milieu carcéral. La dite violence justifiant l'emprisonnement de milliers d'innocent-e-s, n'est rien en comparaison de ce que l'État policier fait vivre aux populations marginalisées. S'opposer aux prisons, c'est s'opposer au pouvoir patriarcal hiérarchique et militariste qui détruit nos communautés. La prison ne règle aucun problème, elle ne fait que les empirer et les multiplier. Un monde plus égalitaire et moins opprimant est sans aucun doute une meilleure solution que des barreaux.

Solidarité avec les prisonniers et prisonnières!
Fuego a las carceles!

J'ai de la difficulté à accepter d'être une femme· Il est difficile d'être cet autre sexe· J'ai constamment la sensation de n'être rien d'autre qu'un sexe, un gros sexe ambulant· Comme si je n'existais que pour exciter les hommes· Comme si mon devoir était de faire bander, de faire fantasmer· Et, je suis tant conditionnée à cette façon d'être, que si ça ne fonctionne pas, je ne me sens pas femme; je me sens laide, je sens ma féminité attaquée directement· Comme si tout ce que je fais doit être fait dans une optique de sensualité : faire ma vaisselle de façon sexy, me laver sous la douche comme une chatte, me changer de vêtements comme dans les films· Tout y est pour faire rêver· Je suis tannée que mon corps ne serve qu'à satisfaire le besoin de cul des autres· Je suis tannée que mes seins soient sources de désirs· Ne peuvent-ils pas simplement exister, sans que chaque fois qu'on en fait mention, on me donne l'impression que ça excite? Quand je t'ai dit que j'avais participé à un tournage dans lequel je devais dénuder le haut de mon corps et montrer mes seins, ta première réaction a été de me demander où était le film· L'idée que tu pousses si fort pour me voir nue m'a dégoûtée· J'ai senti mon intimité corporelle violée· J'ai senti que je n'étais que de la peau, qu'un corps sexué et sexuel· Quand tu me regardes les jambes, lorsque je suis en jupe, aussi me dérange· Et quand je te demande d'arrêter, tu me dis que si je ne voulais pas que tu regardes, je n'avais qu'à ne pas mettre de jupes courtes· C'était ma faute· Et quand je te parle, et que tes yeux regardent mon décolleté, tu crois vraiment que ça me fait plaisir? Pourquoi ne pourrais-je pas m'habiller et me balader comme bon me semble, sans sentir que mon vagin l'emporte sur moi? J'aime l'idée d'être une femme· Mais je n'aime pas n'être qu'un sexe· Je n'aime pas servir de bonbon pour le regard· Je ne veux pas être l'objet de fantasme simplement parce que j'ai des attributs physiques féminins· C'est normal de regarder· C'est sain de fantasmer· Mais pas sur n'importe qui, simplement parce que ce « qui » possède une fente· La féminité est quelque chose de tellement diffus et de vaste, d'indéfinissable· Je ne me reconnais pas dans les idées qu'on se fait de la féminité comme la douceur, la générosité, la gentillesse, la grâce, etc· Comme si, être féminine, c'est simplement de faire des gestes gracieux, des yeux de biches et ne jamais dire quelque chose qui pourrait être déplacé· En fait, je crois même qu'une femme ne devrait même jamais parler, rendu là·

Je crois que la féminité, au contraire, c'est être à l'aise avec son enveloppe corporelle· C'est d'être consciente de son existence, de ses qualités, ses défauts· C'est être en fusion totale avec la lourdeur de nos seins, avec notre utérus coulant chaque mois, avec nos hanches et nos cuisses toutes rondes· C'est accepter notre enveloppe· C'est accepter nos émotions, nos réactions, notre schème de pensées, nos convictions· Je n'ai clairement pas atteint ma féminité, et je le sais· Mais, qui voudrait le faire? Qui voudrait se sentir totalement féminine et à l'aise avec son corps sachant qu'il ne sert qu'au désir sexuel des hommes, des autres en général· Comment accepter que nos seins ne servent qu'au bien-être du regard d'autrui alors qu'ils nous appartiennent à nous, rien qu'à nous? Nous devrions en disposer comme bon nous semble; pas pour plaire, pas pour exciter, pas pour servir de planche à sperme· Juste à être nous· Notre corps ne devrait pas servir de sujet à blagues· Nombre de jokes plates sur les gros culs, sur le « pognage de boule »· Il ne devrait pas non plus servir de comparatif aux autres femmes· Il ne devrait plus servir de paysage sexuel, il ne devrait plus être vu que comme une poche à enfants· Comme si le corps de la femme ne servait qu'à deux choses : exciter et enfanter· Tout ce qui commence et fini par l'utilisation du pénis sur la femme· L'éternel retour au vagin, l'ouverture à l'univers, à l'origine du monde·

Linlin

EZLN
FUEGO A LAS CARCELES

IMPUNITÉ POLICIÈRE

Nous savons tous très bien que le SPVM a les mains sales. En fait, nous voyons de plus en plus que pratiquement tous les corps policiers du Canada peuvent se réjouir de matraquer et de tirer sur les gens comme bon leur semble sans avoir aucunes conséquences. Ne nous le cachons pas, le SPVM, en ce qui concerne Montréal, est tranquillement mais ouvertement entrain d'instaurer un état policier. Nous l'avons très bien vu lors du printemps érable, que face à un cri du peuple, la tentative accrue d'état policier fût mise de l'avant. Des centaines de personnes se sont vues poivrer, matraquer, arrêter et j'en passe, complètement innocemment. Et, évidemment, sur les centaines de plaintes amenées en déontologie policière, seulement quelques dizaines d'entre elles ont été retenues, dont nous attendons toujours les résultats, sans grand espoir. Prenons le cas, par exemple, de Francis Grenier, qui est présentement en processus pour une poursuite contre le SPVM pour 350 000$. Et évidemment, quelle surprise, le SPVM se défend pathétiquement en disant que c'est tout simplement impossible qu'une grenade assourdissante aurait pu causer la perte de son oeil. Ils sont même à dire que c'est à cause de ses lunettes qu'il aurait perdu son œil.....

Parlons maintenant de la très chère déontologie policière. Cette cours de «justice» spéciale, composé de flics retraités ou de policiers qui n'ont plus de force pour matraquer des gens, dont en passant le père de l'agente 728 faisait autrefois parti, est censé être là pour les personnes qui ont été de malheureuses victimes de la répression policière. Le but étant de punir les policiers qui abusent un peu trop de leurs pouvoirs, le résultat en est des plus dégradants; les policiers s'en sortent généralement avec une note au dossier ou une suspension avec solde. D'ailleurs, les avocats de gauche recommandent de plus en plus de laisser tomber la déontologie policière et de traîner les flics à la Cours de la Petite Créance. Le nouveau pamphlet «Surprise on a des droits» du COBP explique tous les détails des types de recours possibles face aux abus des policiers. Donc pour en finir avec ce volet....et bien FUCK LA DÉONTO!

Je vais maintenant vous énumérer quelques exemples, des plus concrets, d'impunité policière à son plus fort. Tout d'abord, nous avons l'affaire Villanueva ; ce jeune homme de 18 ans qui a été innocemment tué le 9 août 2008 par le policier Jean-Loup Lapointe, réputé pour faire chier les petits gangs de rues et les personnes de couleur. Aucunes accusations n'ont été portées contre lui. Nous voici en 2013 et le policier Lapointe vient d'être promu au groupe tactique d'intervention du SPVM (SWAT). La famille Villanueva est présentement en processus pour une poursuite contre ce policier de 990 000$.

Ensuite nous avons l'Affaire Mario Hamel ; cet itinérant de Montréal connu de tout le monde et réputé pour être un homme très calme. À l'été 2012, Mario se promenait dans les rues et éventrait des sacs poubelles avec un petit canif. Deux policiers sont alors intervenus et se sont sentis automatiquement menacés par ce petit canif. Les policiers, dans leurs déclarations, ont déclarés que Mario les menaçait de face avec son canif. Chose bizarre : Mario a été tiré de loin et dans le dos à plusieurs reprises, et une balle perdue tirée

par un des policiers a tué un innocent qui passait par là et qui allait travailler, Patrick Limoges. Encore une fois, aucune accusation n'a été portée contre les policiers....même pas une note au dossier.

Allons maintenant du côté de Toronto pour parler de Sammy Yatim, ce jeune homme de 18 ans qui, un soir, se trouvait seul dans un tramway avec un couteau de poche à la main. La police est alors arrivé en trombe, n'a posé aucune question ni quoi que ce soit et le policier James Forcillo a ouvert le feu gratuitement sur le jeune homme. Au total, 9 coups de feu ont été tirés sur la pauvre victime. Après 3 coups de feu, Sammy était parterre en sang et le policier a quand même tiré 6 balles supplémentaires sur le corps qui gisait inerte sur le sol. Le policier a été accusé de meurtre non-prémédité et a été libéré moyennant une caution de 510 000$, seulement deux jours après le drame. Encore une fois nous n'espérons pas trop une justice équitable par rapport à cet abus. Même que suite à cet événement, le Service de Police de Toronto a exigé que tous les policiers de la ville porte constamment sur eux un pistolet à décharge électrique (taser).

Peu de temps après cet évènement et l'annonce concernant le taser obligatoire, une dame de 80 ans, Madame Pasquale, sera la prochaine victime à connaître l'infâme nouveau jouet de la police de Toronto. Elle marchait tranquillement dans la rue lorsque 3 policiers l'ont approchée. La suite de l'histoire reste nébuleuse encore aujourd'hui car personne ne sait exactement ce qui s'est passé, mais la dame s'est retrouvée tasée et amenée à l'hôpital d'urgence avec de multiples fractures. De nombreuses manifestations furent organisées pour demander justice, évidemment sans aucune réponse de la part des autorités.

Maintenant, reportons nous 3 ans en arrière lors du G20 de Toronto, dont la plus grande arrestation de masse de toute l'histoire du Canada fût produite. 1100 personnes se sont retrouvées arrêtées et incarcérées dans des conditions des plus pitoyables et inhumaines. Les procès des policiers viennent tout juste de commencer. Tout d'abord le recours collectif qui était organisé fût rejeté. Le premier policier a être accusé vient de passer en cours. Le flic concerné se nomme Glenn Wedell et il a fracturé l'épaule d'un journaliste lors du G20. Ses accusations étaient voie de fait ayant causé des lésions corporelles et voie de fait armé. Devinez quoi? Il a été acquitté. Un flic a été jugé coupable pour usage de force excessive.

Pour terminer, je vous ai gardé la cerise sur le sunday; la fameuse Stéphaine Trudeau alias matricule 728. Je ne m'attarderai pas trop sur son cas dû à sa célébrité dans les merdias. Mais elle est un exemple typique d'un cas d'impunité policière. Cette folle, qui après avoir poivré injustement des manifestant-e-s, avoir pratiquement étranglé des «ostis de gratteux de guitares» dans un appartement, avoir proféré des menaces à son chef supérieur, toutes les accusations portées contre elle furent abandonnées et elle s'est ramassée dans un tout inclus à Cuba grâce à sa suspension avec solde. Il y a présentement une poursuite de 395 000$ contre cette dame et contre le SPVM pour conduite abusive, injuste et discriminatoire.

Il faut se rappeler que les policiers énumérés plus haut ne sont pas que des pommes pourries parmi tant d'autres. Entre 1987 et 2012, au-dessus de 90 personnes ont été injustement tuées par le SPVM de Montréal. Imaginez le nombre total si on ajoute à cela les morts à l'extérieur de Montréal.

Pensez-y bien: QUI NOUS PROTÈGE DE LA POLICE?

YA PAS QUE LA OÏ!

B.O. Ma 6-T va crack-er - Les Flammes du Mal - Passi

L'été est enfin arrivé à Montréal et c'est l'heure de faire crasher son stéréo avec le bon vieux son du rap des années 90. En effet, c'est le temps de ressortir la soundtrack de Ma 6-T va crack-er, qui en plus d'offrir un beat excellent, expose des textes critiques et révélateurs sur la réalité vécue par les jeunes des cités parisiennes. Sans aucun doute, le film Ma 6-T va crack-er est un incontournable en ce qui a trait à la dénonciation de la violence policière, capitaliste et raciste vécue par les jeunes issu-e-s de l'immigration en France et plus précisément celle des banlieues de Paris. De sa sortie en 97 jusqu'à aujourd'hui, ce film français a eu des échos jusqu'à Montréal, dénonçant les injustices et témoignant de la tendance révolutionnaire et marxiste de son réalisateur Jean-François Richet. Parmi les artistes étant présent-e-s sur la bande sonore du film Ma 6-T va crack-er, dont la plupart ont paru sur la compilation Le Cercle rouge en 1998, intéressons-nous à Passi et à son morceau Les Flammes du Mal.

D'abord, issu d'une famille de sept enfants, Passi est originaire de Brazzaville au Congo et a émigré avec sa famille en banlieue

parisienne à la fin des années 70'. Il s'est fait connaître dans le milieu du rap français grâce au Ministère A.M.E.R, connu également pour sa contribution à la B.O. du film La Haine. Dans ses textes, il aborde souvent les enjeux vécus par les immigrant-e-s et par les français-e-s issu-e-s de l'immigration. Dans Les Flammes du Mal, la thématique des violences urbaines émeutières est exprimée dans le slang des cités de Paris. Le verlan, une méthode de communication cryptique utilisée à la base dans les milieux ouvriers et immigrés de la banlieue parisienne, consiste à inverser les syllabes de certains mots, comme avec l'appellation Ma Té-ci va Ké-kra.

<< Les Flammes Du Mal >>

Pigalle samedi
minuit capote saloperie de carotte,
dansez, ce soir Mephisto a la cote,
miséricorde à ceux qui vont en profiter,
et à quelques pas de là, dans les cités...
Ca pue la merde, ça sent l'herbe,
les gens sont comme des Serbes,
dans le quartier veulent "Cartier, Lacoste, Ralph",
sans claquer, beaucoup sont claqués.
Des Bombes, CRS, des militaires,
"A mort les porcs" en décor sur les murs dehors,
2. 1 : Passi étudie le terrain
1. 2. 3 : ça sent le souffre et le dawa.
Réalité dans l'escalier, le petit sous télé grandit,
vit du "Kamé Améha" amené au canné planté,
tu me pousses, le pushka tousse, nos vies,
c'est nos bourses, tracer, y passer ou tout casser.
Tes grands plans MJC, assez! Le million, le million!
On s'envenime pour peser, donc encore l'autre nuit,
les flammes du mal ont frappé la té-ci,
le temps des mots terminé, prier c'est grillé.
Là-haut ça repond pas, donc on s'allie au diable.
Et comme Atila, on va piétiner ci et là,
prendre par le sabre.

« Refrain »

Le sang et le feu sont réclamés par la foule,
sur le bitume l'engrenage se déroule.
Foutre le dawa, nicker la rhala,
les flammes de l'enfer vu que le paradis n'est pas. (2x)

Coups de crocs d'escrocs qui s'escroquent,
évoluent dans nos rues. Salut !
La nuit, les loups font du biz, les cerbères sont à l'affût.
Le prolétaire du PMU fonce-dé au rouge va te viser.
Halte sur l'asphalte, tout est si vite arrivé.
Bienvenue dans les cités où la police ne va plus.
Nos zipots récoltent le fruit d'actes désinvoltes,
survoltés comme des pits survoltent, traquent
avec leurs colts.

1 : coup de pression.
"Vas-y, baisse les yeux petite salope"
2 : course poursuite, voilà les flammes sur le macadam,
ça part en vrille, se nique et se bousille.
Plus de combat dans la ville, ça se troue et s'enfile.
Pour tous c'est le même "bitin", la réputation,
il faut le butin et ça se butte pour des histoires à franc un.
Ca brûle à la mémoire du disparu, trop l'ont vu.
Croquer, "coker", t'es choqué, OK c'est déréglé,
mais nous sommes des satellites sans orbite.

« Refrain »

309, keufs, prépare ton bluff,
22, 22, v'là que le bleu bave, bute, et fait feu.
Bouge tes seufs. Le diable débarque au tié-quar
pendant les premières larmes.
On fait appel à la flamme pour calmer les âmes.
Ca veut se venger dans la foulée, allez,
certains vont brûler. D'autres pour se défouler
viendront aussi tout péter, féler des vitrines,
casser, filer, recéler, penser au blé,
le biz continue à rouler.
Barres de fer, CRS, casques, fumigènes, boucliers,
tant pis pour les affolés, ça va charger, détaler.
Barrages installés, les pavés vont volés, olé,
le sang va couler et plus tard le maton te guette.
Certains vont tourner, tourner, gaméler, galérer,
les âmes vont danser, les scar-las sortent blasés,
viennent embraser les esprits brûlants, surexcités,
c'est certain, les plombs vont sauter,
ma 6 T va cr.....

«Refrain »

Des vinyles et des poussières

Derrick Harriott

Derrick Harriott, né le 6 février 1939 à Kingston en Jamaïque, est un chanteur et producteur reconnu notamment pour avoir enregistré des artistes de renom de la scène reggae tels Big Youth, Chariot Riders, The Chosen Few, Dennis Brown, The Ethiopians, Keith & Tex, etc.

C'est en 1955 qu'il débute sa carrière d'artiste solo lors du Vere John's Opportunity Hour Talent Contest, concours auquel il a aussi participé en 1957 en duo avec Claude Sang. Harriott forma ensuite les Jiving Juniors avec Eugene Dwyer, Herman Sang (petit frère de Claude Sang) et Maurice Winter. Toutefois, le groupe a dû se séparer seulement un an après leur formation, puisque Harriott émigra aux États-Unis. Après avoir vainement lutté pour trouver du travail, il retourne en Jamaïque et reforme les Jiving Juniors, avec un nouveau line-up. Dès 1960, ils sortent de nombreux disques, principalement pour Coxsone Dodd et Duke Reid, comme Over The River avec Rico Rodriguez, Lollipop Girl ou I'll Go To The One I Love avec Don Drummond.

« Ask any Jamaican musician and they'll tell you the rocksteady days were the best days of Jamaican music »
- Derrick Harriott

Harriott retournera ensuite en solo, en 1962, et créera le label Crystal. On retrouve déjà sa marque sur divers enregistrements des pionniers du reggae ; The Ethiopians, Keith & Tex, etc. Son grand classique est incontestablement The Loser, un morceau marquant par ses notes de piano qui créent sans doute un vers d'oreille. Il chante également Solomon, qui sera repris plus tard par le grand Dennis Brown.

En 1971, Swing Magazine le nomme Top Producer of 1970, alors qu'il était l'un des premiers à travailler au studio d'enregistrement de King Tubby, qui s'est d'ailleurs bâti une très bonne réputation à travers le temps. Là-bas, il se lie d'amitié avec Lee Perry et Bunny Lee. Il lancera Big Youth et Dennis Brown, quand ce dernier avait seulement 10 ou 12 ans. Dans les années 1970, il sort plusieurs albums solo dont Undertaker, Songs for Midnight Lovers, et Psychedelic Lovers. Sa version de Stop that train rhythm – Draw your brakes, interprétée par Scotty, a été immortalisée par le film culte The Harder They Come, dont elle constitue la séquence d'ouverture. Derrick Harriot a aussi travaillé avec U Roy et I-Roy, Augustus Pablo ou encore Bongo Herman. Les paroles de sa pièce Message From a Black Man (aux environs de 1970) eût des répercussion sur la conscience afro-américaine de la musique soul de cette époque.

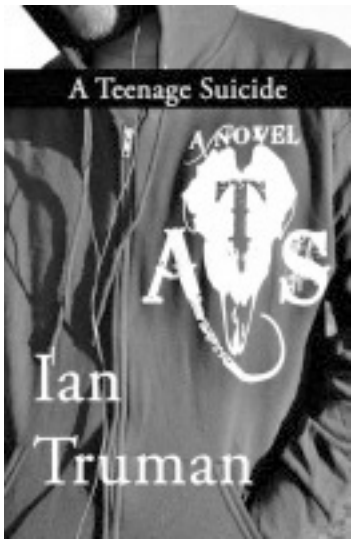
Derrick Harriot est également distributeur, disquaire et chanteur. Il le prouve sur un morceau intitulé Slave, que King Tubby déclina en plus de 30 versions différentes. Derrick Harriot symbolise la fertilité de la relation producteur/ingénieur du son/interprète dans la Jamaïque des années 1960-70, quand les artistes venaient solliciter les services des uns ou des autres selon le son recherché.

Bien qu'on ne l'ait que peu entendu dans les années 1980, en termes de sorties solo, il connait dans les années 1990 une carrière plus prolifique, avec Sings Jamaican Rock Steady Reggae, For a Fistful of Dollars, Derrick Harriott & Giants, et Riding the Roots Chariot. En juillet 2002, Harriott donna un concert à Toronto dans le cadre du festival Legends of Ska, aux côtés d'artistes tels que Skatalites, Rico Rodriguez, Lester Sterling, Johnny Moore, Lynn Taitt, Prince Buster, Alton Ellis, Lord Creator, Justin Hinds, Derrick Morgan et Lord Tanamo.
Il tient aujourd'hui une boutique de disques et de vidéos à Kingston et réédite sporadiquement certaines de ses anciennes productions.

-Queenstitt

A Teenage Suicide - Ian Truman - www.iantruman.wordpress.org (2013)

Ian truman, issu de la scène hardcore, nous offre ici sont 3e roman.



L'histoire qui se déroule dans les villes de l'Assomption et de Montréal met en scène une bande de jeunes sur le point de finir leur secondaire et qui, en quelque sorte, découvre la vie et l'avenir morne qui s'offre à eux. L'employeur principal ferme ses portes et voilà que tout bascule... Le roman fait référence à beaucoup de lieux et d'évènements qui ont eu lieu au fil des ans ; des concerts à l'X aux émeutes du concert d'Exploited. Un bon roman qui se dévore.

-Time Hard

À qui la rue ? Répression policière et mouvements sociaux – Sous la direction de Francis Dupuis-Déri, Écosociété (2013)

À nous la rue !

Le livre de Francis Dupuis-Déri, À qui la rue, est très intéressant pour toute personne concernée par la répression politique au Québec et dans le monde. En effet, il est très utile de trouver réuni dans un même livre des informations et analyses sur l'historique des arrestations de masse, une analyse du profilage politique au niveau local et international, sans oublier l'infiltration et la lutte en cour contre la judiciarisation et la criminalisation de la dissidence. Les sources aussi ont l'air bien intéressantes et donnent le goût de continuer à lire sur le sujet, sans oublier les tableaux pleins d'infos à la fin !

Les deux chapitres sur l'Europe (« Effets du 11 septembre » et « Police des foules en Europe »), dont au moins un a déjà été publié en France et a été repris tel quel sont efficaces pour mettre en contexte ce qui se passe ici. Cependant, ils sont écrits dans un style un peu trop universitaire, donc difficiles à comprendre pour le commun des manifestantEs... Par exemple, la phrase en latin à la page 91 : « Le blocage aux frontières, bien que sous contrôle EX POST du juge, permet DE FACTO d'entraver la liberté de circulation... une opacité qui ne permet pas l'exercice du contrôle judiciaire EX ANTE » ?!? Le langage juridique est assez compliqué de même, faut pas en rajouter sinon l'opacité ne permet pas la compréhension !...

Mais plus grave, il y a un bout du texte de Masse et Bayon où les auteurs affirment qu' « [à] Gènes, nous avons pu constater que la police circonscrivait l'espace où agissaient les CASSEURS (sic), MAIS NE FAISAIT RIEN POUR STOPPER LEURS ACTIONS, si ce n'est de les filmer » (p. 53). D'abord, ils utilisent le terme « casseur » qui est pourtant une étiquette qui participe au profilage politique ; et surtout, on n'était pas à Gênes mais on sait que les flics ont entre autres TUÉ un soi-disant « casseur », Carlo Guliani, alors on comprend mal qu'ils disent que les flics ne « faisaient rien » contre les « casseurs » ?! En plus, cette idée que la police laisse faire les « casseurs » contribue à une théorie du complot comme quoi les « casseur s» joueraient le jeu des autorités, voire qu'ils seraient infiltrés ou tous des flics... Donc on comprend mal pourquoi cette phrase est dans ce livre, car ça clash avec l'idée de dénoncer le profilage politique ! Et ça fait siller nos oreilles quand ils parlent du « rôle traditionnel de surveillance et de protection » de la police (p. 49), quand on sait que leur vrai rôle « traditionnel » est de provoquer et sévir...

Par contre, le chapitre de Marc-André Cyr sur les infiltrateurs, « La délicate violence du policier sans uniforme », est très intéressant. Il décrit le rôle de l'agent infiltrateur avec des exemples qui vont de la rébellion des Patriotes de 1837-1838 jusqu'à Hoodstock en 2009 à Montréal-Nord, en passant par la chasse aux communistes, l'histoire du FLQ et les manifs des années 2000, dont l'inévitable Sommet des Amériques et l'affaire Germinal (un groupe militant qui avait été infiltré par la GRC).

Le texte d'Alexandre Popovic, « Contre l'apitoiement », sur l'auto-organisation des manifestantEs arrêtéEs afin de faire face à la répression politique en cour (à défaut d'avoir pu y échapper dans la rue), trace aussi le portrait et l'histoire d'une partie de la lutte qui n'est pas glamour mais est au moins aussi importante que l'organisation de manifestations.

Enfin, sur l'analyse des facteurs de la répression sélective, il aurait été intéressant de prendre en compte la casse justement, plutôt que juste les attaques contre les flics (p. 220). Pourtant, Patrick Rafail, lui, avait noté dans les variables qui peuvent influencer la répression: « la cause ou taille de la manifestation, l'identité sociale ou politique des contestataires, destruction de propriété, etc. ». Ça serait intéressant de reprendre ces facteurs pour pousser plus loin l'analyse de la répression sélective (et la combattre!).

On vous recommande donc de vous procurer ce livre, pour le lire et aussi parce que les droits d'auteur sont remis directement au COBP!

-Frank

Mayday - Comme une bombe - Sabotage Musique(2014)

Avec Mayday, Montréal a de nouveau un groupe oi street punk franco de catégorie internationale. Oui, rien de moins. Avec leurs mélodies entraînantes et leurs paroles revendicatrices porteuses d'espoir supportées quelques fois par des chœurs (de l'armée rouge) efficaces, Mayday prend avec aisance et de façon bien méritée la place laissée libre par Esclaves Salariés. En effet, personne ne peut nier les influences d'Esclaves Salariés et aussi celle de la Gachette ; JF et Rick font d'ailleurs chacun une petite apparition, mais il y a ce petit plus accrocheur bien à eux, qui les pousse vers l'avant comme digne représentant d'un punk rock working class.

Seul élément négatif ; le choix des photos. Pour moi, voir des jeunes gens dans la fleur de l'âge avec toute la vie devant eux, avec tout ce que ça comporte d'appréhension, mais aussi d'aspiration, immortalisés sur pellicule, solitaires accoudés au comptoir d'un bar regardant d'un air hagard leur consommation de la soirée, je trouve cela pathétique, pessimiste et déprimant. Tout le contraire de Mayday, qui reflète autant par sa musique que ses paroles l'assurance, la conviction, le courage et la détermination d'enfants de la classe ouvrière qui posent un regard lucide, calme, mais résolu sur leur condition et la façon d'améliorer leur sort dans la fête, oui, mais surtout dans la lutte.

Deuxième production du label Sabotage Musique, co-produit avec Mad Butcher et Redstar 73.

-xrednicx

The Bois / The Oppressed - Till I Die - Insurgence Records (2013)

The Bois est un groupe sharp de Singapore. Lisez leurs paroles « I'm a skinhead till I die. (...) We shave our heads, we wear these boots. (...) Forever we will stay this way. (...) We drink & dance, we fuck n fight. Don't take no shit from the world outside. (...) It's chaos and violence that we bring. », vous voyez le genre ... maintenant imaginez une musique oi très typique avec ça et vous savez si vous aimez ou non. Pour le côté des Oppressed, nous avons une chanson typique sur l'unité. En fait, il s'agit de Roddy qui enregistre avec the Bois. C'est donc une fausse pub, puisque c'est une participation de Roddy avec The Bois et non un split avec The Oppressed. À posséder si vous êtes un fan fini des Oppressed ou appréciez la oi de l'Asie du Sud-Est, mais pas essentiel.

-xrednicx

Los Aggrotones - 10 Reggae Shots - Interrogator Records (2013)

Du early reggae instrumental effectué d'une main de maître par quatre argentins. Pour être exact, les seuls titres chantés le sont par leurs invités Derrick Harriot, Freddi Notes de The Rudies

et Lambert Briscoe des Hot Rod All Stars. Pas de doute, nous sommes clairement dans le skinhead reggae. Les Aggrotones font donc revivre le son typique de cette forme de reggae, avec, il va de soi, la touche de soul, r&b et jazz nécessaire. Par contre, ce n'est pas qu'une imitation nostalgique, ils l'agrémentent d'éléments actuels bien à eux qui prouvent que le genre est bien vivant plus de quarante après sa naissance. Quand je me retrouve à danser seul dans mon salon après avoir mis le vinyl sur ma table tournante, c'est qu'il s'agit d'une valeur sûre.

-xrednicx

Lynn Taitt - Gringo/ Buck up – Dispensation (2013)

Ce que je comprends c'est que Mossman, celui qui est derrière le film Rocksteady : The Roots Of Reggae, possède des enregistrements inédits de Lynn Taitt décédé en 2010 à Montréal à l'âge de 75 ans et qu'il a décidé de nous en faire profiter. Il s'agit d'un ska rocksteady instrumental très année 60, mais avec la technique et la puissance d'enregistrement actuel. Relaxant et agréable, parfait pour oublier la neige et le froid canadien en imaginant la chaleur et la plage de la Jamaïque. Comme devait le faire Taitt qui habitait au canada depuis 1968.

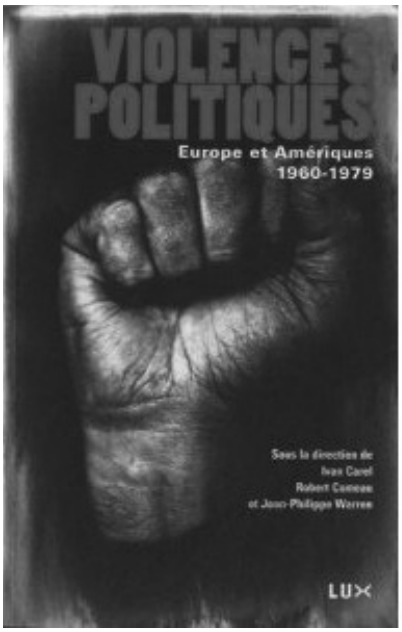
-xrednicx

La voleuse de livre – Brian Percival (2014)

Ce film américain, ayant comme fond la Deuxième Guerre mondiale et le régime nazi, a fait pas mal jaser de lui au Québec compte tenu que c'est une jeune actrice québécoise, Sophie Nélisse, qui tient le rôle principal. Bien que ce film, à l'instar des autres grosses productions sur le sujet, n'offre pas une critique radicale du nazisme, il demeure tout de même un bon divertissement. Dans un premier temps, il se distingue de d'autres longs métrages sur l'époque nazie en ne présentant ni le point de vue des résistant-e-s, ni celui des juifs et des juives, ni celui des dirigeant-e-s nazi-e-s. En effet, il tourne son focus sur une famille allemande « typique ». Une famille qui, d'une part, « appuie » le régime comme bien d'autres l'ont fait parce que c'est ce qu'il fallait faire mais qui transgresse aussi les règles en hébergeant secrètement un juif par amitié et redevabilité. Ces nuances apportent une vraisemblance à l'histoire. Autre aspect intéressant du film ; les personnages féminins, notamment celui de Liesel, ne sont pas trop stéréotypés. Le jeu des acteurs et actrices est globalement correcte, sauf pour Nélisse qui donne une très bonne performance. Parmi les bémols, on retrouve une traduction un peu boiteuse ; les personnages parlent généralement en anglais (ou en français dans la version française) mais certains mots ne sont qu'en allemand. La fin demeure aussi très cliché et cheesy, ce qui enlève un peu de profondeur au film. Bref, ça reste un film mainstream mais tout de même pertinent !

-A las barricadas

Violences Politiques. Europe et Amérique. 1960-1979 - Sous la direction de Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren, Lux (2013)



Un livre super intéressant et qui nous porte à réfléchir !! La guérilla urbaine ou bien un mouvement de masse ? Les deux ?? On parle, entre autres, du FLQ, de la Faction Armée Rouge et des mouvements de libération de l'Amérique latine. Historiquement parlant, ce livre est vraiment bien. On nous entretient sur la formation de ces groupes et sur le pourquoi, sur ce qui les a poussés à prendre les armes, sur leurs motivations et leurs justifications du pourquoi ils en sont venus à choisir la lutte armée. On revient sur les résultats qu'ont été leurs luttes. Bref un livre qu'il faut dévorer.

-Time Hard

A Tribe Called Red - Album eponyme - atribecalledred.com (2012)

Sorti en 2012, le premier album (eponyme) du trio de DJ's appelé A Tribe Called Red est, sans aucune compétition possible, ma découverte (en retard en effet) de l'année 2013. Ce groupe originalement basé à Ottawa se produit maintenant à travers le Canada, aux États-Unis, au Mexique et un peu en Europe ; la source de leur succès n'étant autre que leur immense talent innovateur. Dès la première écoute de l'album A Tribe Called Red, les rythmes des percussions et les chants autochtones ingénieusement insérés dans les arrangements électros font l'effet d'une piqûre. On ne peut s'empêcher de bouger la tête, taper du pied et surtout de re-écouter l'album plusieurs fois de suite. « Powwow-Step » est l'expression des membres du groupe pour décrire leur musique et est aussi celle qui lui va assurément le mieux. Ils offrent même leur album à télécharger gratuitement sur leur site atribecalledred.com, il n'y a donc vraiment aucune excuse pour ne pas, au moins, y porter l'oreille!

-Queenstitt

Concert Sister Nancy vs Sister Carol – Montréal - 10 mai 2014

Le 10 mai dernier, Montréal eût la chance d'accueillir deux des plus grandes dames du Dancehall et Rub a Dub ; Sister Nancy et Sister Carol. Le concert a pris place au Cabaret du Mile End, animé d'abord par DJ Mossman jusqu'à minuit (on sait que les concerts reggae sont connus pour débuter plutôt tard!) le set était excellent, comme d'habitude, Mossman faisant tourner morceaux cultes et perles obscures. Suite à cela, les deux Sisters firent leur entrée, faisant étinceler dents en or, lunettes fumées et charisme envoûtant. Le thème du concert étant le « battle », elles se lancèrent la réplique au son des instrus, tantôt se donnant la main en riant, tantôt se lançant de petites flèches (de ce que ça en avait l'air !) en Jamaican slang. Bien que leur prestation de près de deux heures fût énorme, le public s'essoufflait un peu vers la fin, peut-être aurait-il fallut finir plutôt avec le Dj set, comme ce à quoi la majorité du public s'attendait en fait ? Bref, ces éléments ne demeurant que des détails, le concert fût en lui-même un excellent évènement.

-Queenstit

Streets of rage – East side pirates – Casual Records (2013)

Un mélange habile et efficace de Street punk et de Hardcore.

Très bon album de la part de Streets of rage, un groupe encore méconnu au Québec, mais dont on devrait entendre beaucoup parler prochainement dans les milieux punks undergrounds. Sorti en janvier 2013, sur le label Casual Records, ce n'est que tout récemment qu'on peut le retrouver de notre côté de l'Atlantique.

Peu connue ici, la bande mérite une petite introduction. Streets of rage est un groupe français originaire de Nancy influencé par le Street punk et la Oi! des années '80 et le hardcore des années '80-'90. Il nous a déjà offert un démo – Level one – paru en 2011, et un split avec les allemands Enraged minority – No borders for rude rockers – sorti en 2012. Ils ont aussi figuré sur quelques compilations punk/hardcore d'Europe.

East side pirates est un album à 13 titres, dont un featuring de Vivien du groupe District de Nancy et une reprise de Young Soul Rebel (YSR), groupe hardcore défunt de la région de Lorraine, « Enfant soldat ». On y reprend aussi les 5 chansons de la première démo, qui ont été retravaillées pour l'occasion : Au coin d'une rue, Du whisky et du sang, Dog eat dog, Militer et Supporters.

L'artwork est bien réussi, avec des teintes de gris, de noir et de blanc. L'avant de la pochette montre une gare, vue à partir d'une fenêtre brisée. À l'arrière, on voit la gare d'un autre angle, toujours derrière une vitre brisée, mais avec en arrière-plan la ville en construction. Le chemin de fer rappelle tant le voyage, la liberté, les rêves, que le travail et l'industrie. À l'intérieur, figurent des photos du groupe avec des amis et d'autres bands proches, prises lors de soirées diverses et en tournée.

Les thématiques abordées tournent autour du mode de vie des membres: l'amitié et la loyauté, la fête, le foot et la violence des stades, la rage, la rue, mais aussi des espoirs d'un jour meilleur, d'un monde plus égalitaire et libre.

L'intro donne le ton au reste de l'album. On enchaîne avec Supporters, qui se veut, comme le nom le sous-entend, une ode au hooliganisme. Des riffs rapides et qui « rentre dedans », avec pour conclure des chants populaires des tribunes et un air inspiré de la version Cockney Rejects de I'm Forever Blowing Bubbles. On poursuit avec Stay rude, un appel à ne pas renier ses valeurs et rester debout face à l'adversité. L'air rappelle un peu Do or be done des Skinflicks. Streets of rage, la pièce suivante, plaira tant aux amateurs de « sing alongs » et de breakdowns. Les paroles sont faciles à garder en tête.

La réalité de la rue, avec ses tensions, ses rivalités et les immanquables bagarres qui se produisent ponctuellement, n'est jamais bien loin. Au coin d'une rue est un rappel de la nécessité de bien contrôler ses émotions, le milieu punk étant reconnu souvent pour son caractère imprévisible. Craque pas est une autre pièce dans la même veine que Stay rude au niveau des paroles, avec un riff de guitare assez répétitif et constant mais auquel se rajoutent les solos de la lead guitare, ce qui évite de tomber dans la redondance. East side pirates, dont est issu le nom de l'album, est un magnifique appel à la désobéissance et la rébellion, avec un petit air marin. « East side » semble un clin d'œil à la scène contre-culturelle de l'est de la France en pleine ébullition, et « pirates » peut être une référence aux nombreuses tournées effectuées par le groupe et au rejet des frontières et de l'appartenance à une nation quelconque. Streets of district, avec une apparition d'Adrien District, est très réussie. La pièce Dog eat dog est une invitation à ne pas baisser les bras et à lutter pour ses idées et ses valeurs, à tenir son bout. Le refrain nous reste facilement en tête. Enfant soldat m'a permis de connaître un autre groupe nancéen, Young Soul Rebel. Cette pièce dénonce la guerre et ses conséquences pour les enfants qui se retrouvent pris dans les conflits. On retourne ensuite encore aux thèmes de la fête, de la boisson et de la violence, qui ne semblent jamais très éloignés, dans Du Whisky et du sang. On y parle d'une soirée habituelle dans la vie des gens du groupe et de leurs amis, ce qui commence par une fête bien arrosée au whisky, et qui finit au poste de police après un énième épisode de violence et de baston. Militer est un appel à la solidarité. C'est par la force du nombre qu'on peut renverser un système. Enfin, la dernière chanson de l'album parle de la fierté d'appartenance à la classe ouvrière et de loyauté envers ses amis, ce qui permet au groupe de dire Je continue.

Si certains pourraient affirmer qu'il y a de la redondance dans les thèmes abordés dans cet opus, on doit tout de même reconnaître qu'ils parlent en toute connaissance de cause. Ce qui y est chanté ne relève certainement pas de la fiction et on sent à travers l'album l'attachement que le groupe porte à son public et aux gens avec qui ils ont bâti leur scène musicale et contre-culturelle.

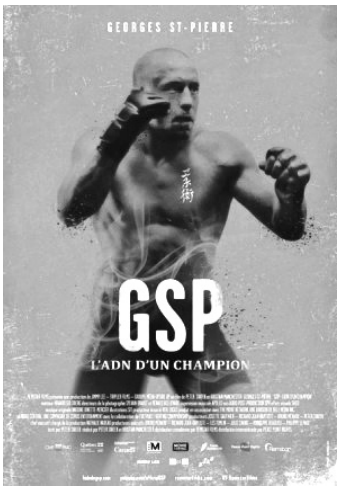
Amateurs de musique sophistiquée et ultra-technique s'abstenir; idem pour les bien-pensants facilement choquables. Streets of rage ne fait pas dans la dentelle; vous aurez droit à un hardcore-punk « rentre-dedans » et direct. Des riffs rapides, ponctués de mélodies, des textes droit-au-but, bref un album qui plaira aux amateurs de punk rock, mais qui saura aussi rejoindre les fans de hardcore old school.

East side pirates est disponible en téléchargement gratuit sur le site de Casual records. Vous pourrez trouver la version CD sur les tables de merch des concerts locaux ou chez votre disquaire punk et alternatif préféré. La version sur vinyl 12" ne semble malheureusement pas encore trouvable ici. Les québécois seront heureux d'apprendre qu'un split avec Action Sédition, un groupe bien de chez nous, devrait sortir très prochainement.

Note : 4.5/5

-NIP

GSP – L'ADN d'un champion, Kristian Manchester et Peter Svatek (2014)



Georges St-Pierre est non seulement l'un des athlètes les plus populaires au monde mais sa discipline, le MMA ou Mixed Martial Arts, fait également extrêmement parler d'elle. Il est certain que le documentaire, qui est d'ailleurs très flatteur pour le combattant, fera donc fureur. Il est à se demander si sa sortie n'a pas été, d'une certaine façon, planifiée pour mousser la carrière du champion, à l'aube de sa retraite. En effet, le documentaire raconte l'épatante carrière de GSP ; de ses premiers Katas au Karaté Kyokushin aux premiers combats auxquels il a assisté à Kahnawake, de sa victoire contre Hugues à la saga avec Nick Diaz, en passant par son opération au genou. On y voit plusieurs proches du sportif, que ce soit ses entraineurs, Kristof Midoux et Firas Zahabi et ses parents, ce qui permet d'en apprendre un peu plus sur lui. Si le film vante beaucoup St-Pierre, il démontre aussi sa persévérance, ce qui contraste un peu avec le titre du documentaire qui tendrait à démontrer les exploits de GSP grâce à une génétique particulière. Sinon, la réalisation est très bonne, outre les moments où l'on nous montre des images de loup ... ce qui donne un côté romantique au documentaire mais qui n'était pas vraiment nécessaire. Malgré tout, j'ai trouvé dommage qu'on n'arrive pas à voir derrière la carapace de l'athlète. Il semble toujours contrôler son discours et on ne nous montre pas certains aspects plus deep de sa personnalité. On aborde légèrement ses troubles obsessionnels-compulsif mais sans savoir s'il s'agit d'un vrai problème de santé mentale. Comme plusieurs l'ont déjà dit, les fans de GSP n'apprendront rien de nouveau. Bref, on aurait dit un film promotionnel plus qu'une intrusion dans la vie de Georges. Je le conseille tout de même, pour sa réalisation qui vient nous chercher.

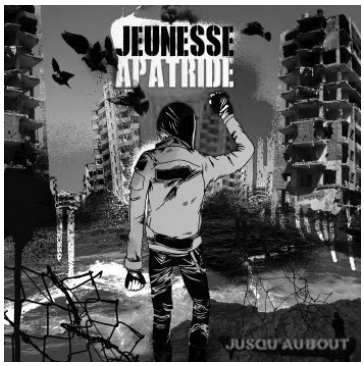
-A las barricadas

Concert Jim Jones's Revue – Montréal – 18 janvier 2014

En janvier dernier, Montréal eût la chance d'accueillir le groupe de Rock'n'Roll/Garage/Rockabilly Jim Jones Revue. Le concert prit place au Il Motore, avec comme première partie un groupe de Montréal et un second venant des États-Unis. Le premier groupe chauffa la scène de manière honnête, avec ses morceaux indie/rock. Le second fût un vrai supplice, avec son chanteur, un genre de Kurt Cobain habillé en Jim Morrison qui semblait donner sa prestation devant un miroir plutôt que devant la foule ; bref une bonne grosse pause cigarette pour la majorité du public. Suite à cette écrasante première partie, Jim Jones Revue attaqua la scène du mur de son qui leur est propre. Le chanteur fût énorme, avec son coffre impressionnant malgré sa petite taille, envoyant chanson sur chanson sans perdre cette voix sortie tout droit d'un enregistrement de Sun Records. Le pianiste jouait sur son piano presque enfoncé dans le sol, faisant ainsi «la split» tout le long du concert. Le bassiste, avec son charisme impassible, doublé du guitariste cliché de la rockstar et d'un batteur infatigable unirent leurs talents pour donner un concert digne des Cramps ou des MC5. Seul défaut de cette soirée ; le public. Pas moyen de danser à s'en casser une jambe comme la musique l'y invite, les groupies tirés à 4 épingles (de cuir) ne manquèrent pas de nous rappeler qu'un tel concert n'est pas un endroit pour s'amuser. Mis à part cela, pas étonnant qu'un de leurs plus grands fans soit Mick Jones des Clash. À ne pas manquer lors de leur prochain passage à Montréal!

-Queenstitt

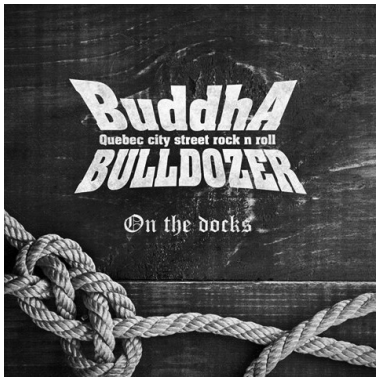
Jeunesse Apatride – Jusqu'au bout - Sabotage Musique – Redstar73 Records – Mad Butcher Records (2014)



C'est la fin pour le groupe culte Jeunesse Apatride qui a décidé de mettre fin à son existence en lançant un dernier album ; Jusqu'au bout. Outre la reprise de Dure réalité, vieille chanson sortie originalement sur l'album Black Block'n'Roll, et celle de Build Something Great du band montréalais Hold A Grudge, Jeunesse Apatride nous a concocté plusieurs nouvelles chansons qui s'inscrivent bien dans l'histoire du groupe. Toujours aussi politisé et mélancolique que ce à quoi nous a habitué Jeunesse Apatride, Jusqu'au bout est fidèle à l'image d'un groupe qui veut laisser son testament, mature, nostalgique et bien travaillé. J'ai particulièrement apprécié les chansons Le temps passe et Les cendres. Un groupe qui manquera certainement à la scène montréalaise, mais que nous pourrons célébrer avec cet ultime album!

-Pesotta

Buddha Bulldozer – On The Docks (2014)



Buddha Bulldozer lance son tout premier album après de nombreuses années d'attente. Le groupe de la ville de Québec nous avait seulement donné un démo en 2006 auparavant. D'entrée de jeux, soulignons que bien que le groupe se situe dans une mouvance plutôt apolitique, Buddha Bulldozer garde un esprit bien DIY et Working Class. D'ailleurs l'album est disponible gratuitement pour le téléchargement sur leur Bandcamp (http://buddhabulldozer.bandcamp.com). Le plus grand point faible de l'album est l'absence des paroles des chansons. Pour le reste, on peut dire que ça fait du bien d'entendre sur vinyle des chansons qu'on ne pouvait auparavant entendre qu'en concert. Pour moi, Street R'n'R, Liars et A.C.A.B. demeurent des classiques. Et que dire de la reprise de la chanson rebelle irlandaise Black And Tans que nous offre le groupe, c'est excellent! On The Docks demeure un album pour les amateurs de musique Oi! bien classique qui plaira énormément aux fans de ce genre!

-Pesotta

Esclaves Salariés – Et un problème s'en suit... - Sabotage Musique (2013)

C'est tout un coup de force que nous a proposé Sabotage Musique, nouveau label montréalais, en lançant cet album des bons vieux Esclaves Salariés, comme première production. Enregistré il y a de cela quelques années, avant la mort du groupe, mais jamais lancé, Et un problème s'en suit... prendra certainement sa place d'album culte de la scène montréalaise. Mis à part l'absence des paroles (visiblement une pratique qui se perd, malheureusement), l'album est excellent à tous les niveaux. Esclaves Salariés ne sort pas de sa zone de confort en nous offrant une excellente production, dont eux seuls ont le secret ; un mélange de Streetpunk, d'Oi! aux accents Reggae avec une réelle influence de la scène française des années 80, des textes qui laissent à réfléchir, une esthétique ouvrière, bref les amateurs du groupe ne serons pas perdus. Problème, Redlight et Vos héros, vos dieux ont définitivement retenues mon attention, sans oublier la reprise de Week-end sauvage de La Souris Déglingué qui est également excellente. À écouter absolument, probablement l'un des meilleurs albums de l'année.

-Pesotta

Scab Coma – Éponyme - Contra Records (2014)

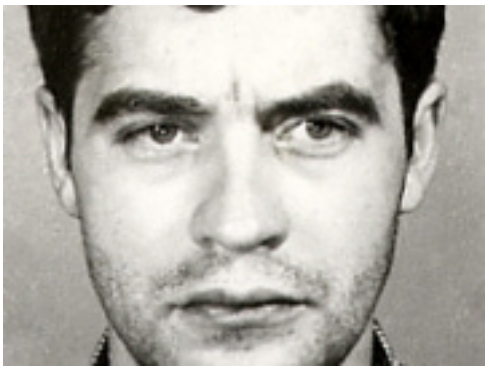
Le nom de ce groupe de Québec, syndicaliste révolutionnaire que je suis, est de la musique à mes oreilles. Ils lançaient dernièrement un EP éponyme sur vinyle. Auparavant, ils avaient seulement produit un démo de 3 chansons, en 2011. Deux des trois membres du groupe font aussi partis de Buddha Bulldozer ; il n'est ainsi pas surprenant de retrouver la même attitude et les mêmes thèmes abordés pour ce qui est des paroles (encore une fois absentes de l'album). J'aurais bien aimé lire les paroles de la chanson Politiciens, sachant que le groupe n'aime pas trop la gauche radicale (pas plus que la droite, d'ailleurs). La Papetière et Travailleur pauvre traitent de la situation de la classe ouvrière au Québec et sont probablement les pièces les plus intéressantes du EP. Nuit sombre vient compléter le tableau et est très réussie musicalement. Pour les amateurs de Oi!

-Pesotta

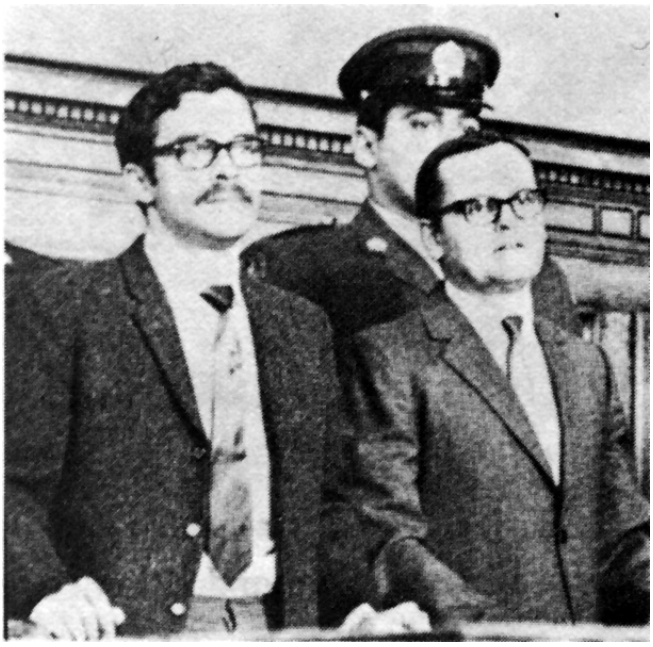
MOURIR DEBOUT

Charles Gagnon

Pour cette deuxième capsule de mourir debout, j'ai choisi de vous faire part de Charles Gagnon, membre du FLQ et membre influent de la gauche révolutionnaire des années 70 et 80 au Québec. Charles Gagnon est né le 21 mars 1939 au Bic tout près de Rimouski, dans une famille pauvre de 14 enfants. Son père était fermier. Il fait ses études classiques au séminaire de Rimouski et en 1960 il s'inscrit à la faculté des lettres de l'Université de Montréal où il obtient son diplôme en 1965. En 1963, il fait la connaissance de Pierre Vallières qui deviendra l'auteur du célèbre livre Nègres blancs d'Amérique, d'ailleurs interdit à sa publication. Ils deviennent presque inséparables dans leur militantisme jusqu'à leur sortie de prison en 1971. Gagnon milite dans plusieurs organisations étudiantes jusqu'en 1966 dont l'Action sociale étudiante. Vallières et lui travaillent étroitement dans plusieurs projets nationalistes de gauche, dont la revue Révolution québécoise qu'ils fondent en 1964, ainsi que la revue Parti pris. Ils militent aussi tous les deux dans le MLP (Mouvement de libération populaire). Ils quittent ce dernier pour joindre le FLQ (Front de libération du Québec) en 1966. Gagnon devient vite un des leaders du FLQ et un de ses idéologues les plus marquants. Il sera très influencé par le marxisme, l'anti-impérialiste et les théories de lutte de libération et tente d'insuffler une vision plus sociale que nationaliste au FLQ. Il est très difficile de savoir à quelle action il aurait participé. Les deux comparses seront arrêtés en 1967 à New York après avoir manifesté devant le siège de l'ONU pour avoir demandé que les membres du FLQ en prison soient considérés comme des prisonniers politiques. Ils seront tous les deux extradés au Canada pour y être emprisonnés pour leur implication dans le FLQ. C'est à ce moment que Gagnon rédige un de ses meilleurs textes : Feu sur l'Amérique. Accusé pour son implication dans deux attentats ayant causé la mort de deux personnes, il sera finalement reconnu non coupable à cause d'un



désaccord des jurés, mais il sera condamné à deux ans de prison pour son implication dans un vol à main armée dans un cinéma. Libéré de prison après 41 mois de détentions en février 1970, on le renferme lors de la crise d'octobre et il ne sera finalement libéré que le 16 juin 1971.



À la suite de sa libération, Gagnon changera sa vision au sujet de la révolution et se dissociera du FLQ et encore plus de Pierre Vallières, qui a pour sa part rejoint, contre toutes attentes, la voie électoraliste, celle du Parti québécois. Gagnon ne renie pas l'action directe du FLQ, mais croit plutôt qu'il faut bâtir un mouvement populaire et de masse qui sera appuyé en temps et lieu par des groupes armés comme le FLQ. Au mois d'octobre 1972, il publie la brochure Pour le Parti prolétarien qui constitue une réponse au virage qu'a pris Vallières et met fin à son engagement dans l'action directe. Un peu plus tard se forme l'EDJ (l'équipe du journal) qui publiera le premier numéro du journal En Luttes le 1er mai 1973. Charles en est le principal organisateur. Le journal à saveur maoïste deviendra l'organe officiel du parti pancanadien du même nom, qui fut mis sur pieds en 1972. Le collectif En lutte organisera son premier congrès en novembre 1974. Le journal sera publié pour la dernière fois en juin 1982 à la suite de la dissolution du groupe au même mois de la même année au cours de leur quatrième congrès. Charles aura été l'un des principaux leaders d'En lutte. L'organisation aura lutté sur plusieurs fronts au cours de leurs dix années d'existence, tentant de créer des ponts avec les syndicats, la classe ouvrière et d'autres groupes populaires.

La dissolution affectera beaucoup Charles sur le plan personnel et émotionnel. Gagnon plonge dans un isolement et ses interventions publiques se feront plutôt rares. Il reste par contre très actif sur le plan intellectuel. Il a vécu deux ans au Mexique et fit une étude sur le mode de production asiatique dans les sociétés précapitalistes. Il rédigera aussi une thèse sur la nouvelle gauche américaine et travaillera jusqu'à sa mort sur une étude qui intitulera La crise de l'humanisme. Il meurt quelque peu dans l'oubli le 17 novembre 2005.

Time Hard

Le travail en coalition

Il s'agit d'un texte préparé à l'origine pour une présentation lors d'un atelier portant sur le travail en coalition à l'occasion de la Deuxième Conférence nationale de la jeunesse étudiante révolutionnaire. Cette conférence, parrainée par le Parti communiste révolutionnaire, s'est déroulée à Ottawa les 15 et 16 juin 2013. Je reste convaincu que si les responsables du Mouvement étudiant révolutionnaire voulaient que je prenne la parole à leur rencontre c'est parce qu'ils reconnaissent que je suis un communiste qui adore travailler avec des anarchistes. Héhé.

Puisque ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pouvons arriver à améliorer la condition de tous, je vous présente ici une petite réflexion personnelle sur ma façon d'aborder le travail en coalition. Tout d'abord, je tiens à préciser que je ne suis pas un analyste spécialiste des coalitions. Par contre, j'ai acquis, en raison de mon parcours de militant et d'activiste, une certaine expérience en ce qui concerne la façon de fonctionner dans un groupe ayant des individus ne partageant pas nécessairement les mêmes idées politiques ou à tout le moins les mêmes orientations politiques. Ici, je ne parle pas de petites divergencesww sur la tactique, mais de désaccords politiques fondamentaux pouvant concerner par exemple le communisme et l'anarchisme, les réformes ou la révolution, le pacifisme ou le recours à la violence.

Mes réflexions concernant le travail en coalition proviennent de ce que j'ai vécu soit dans mon groupe d'affinité, dans l'organisation dans laquelle je m'implique ou même dans mon syndicat. Celles-ci ont été faites à partir de mes expériences personnelles lors de mon activité militante, et me sont utiles pour pouvoir continuer à être actif et militer. Pour moi, la réflexion est inséparable de l'action. D'ailleurs, je suis sincèrement convaincu que si je ne m'informe pas, si je ne m'implique pas, si je ne m'occupe pas de ce qui arrive dans ma vie, il y aura toujours des gens qui vont vouloir s'en occuper pour moi et ça, ce sera rarement à mon avantage.

Concernant mon travail salarié, mon expérience m'a démontré que ce que j'ai appris dans les groupes qui priorisent le politique pouvait aussi s'appliquer dans mon métier et la vie syndicale qui l'accompagne. En effet, les mêmes dynamiques concernant les manières de fonctionner ensemble peuvent s'appliquer dans un milieu de travail syndiqué ou en voie de syndicalisation, que ce soit un syndicat professionnel ou étudiant.

Le rôle premier d'un syndicat est, à mon avis, d'améliorer les conditions de travail et salariales, en plus de défendre et de préserver des droits et des acquis collectifs. Pour y arriver, il importe de travailler ensemble pour améliorer ensemble la condition de tous. Bien que nous puissions tous avoir des idées et des opinions qui peuvent être divergentes, nous devons apprendre à nous parler et à nous écouter pour pouvoir réussir à atteindre les buts et objectifs que nous nous fixons collectivement.

Les dynamiques, les manières de fonctionner ensemble, la possibilité de prendre en main sa propre vie, sans toujours remettre aveuglément son destin entre les mains d'autrui, diffèrent peu, que ce soit dans un syndicat ou un groupe révolutionnaire. La principale différence est que, dans un syndicat, la provenance des individus est extrêmement variée : pour certains, le point de départ, parfois bien lointain, et l'endroit où ils veulent aller s'avèrent parfois très différents de ce que vous pouvez avoir en tête.

Dans ce que j'appelle mon deuxième travail, soit mon activisme et mon militantisme, j'ai toujours côtoyé des individus ayant des divergences politiques.

Je fais partie d'un groupe affinitaire qui regroupe des socialistes, des communistes et des anarchistes. Un groupe affinitaire est basé avant tout sur l'amitié. Ce n'est donc ni un parti communiste ni une organisation anarchiste et les aspects personnel et politique s'y entrecroisent intensément. Il s'agit de la force et de la faiblesse d'une telle manière de fonctionner. Concernant son mode de fonctionnement, cela peut être plus que positif puisque l'amitié aide souvent à minimiser les divergences, quelles qu'elles soient.

Je milite aussi dans divers comités pour la Convergence des luttes anticapitalistes de Montréal, la CLAC. Ce n'est pas un secret pour personne de dire que la CLAC est composée en très grande majorité d'anarchistes. Pour ceux et celles qui ne connaissent pas la CLAC, je peux affirmer que cette organisation est une continuation de divers efforts menés au cours de la dernière décennie pour faciliter la collaboration et la coopération entre différentes initiatives anticapitalistes à Montréal. La CLAC a été créée par une convergence d'individus et de groupes anticapitalistes. Elle fonctionne sur une base de principes communs avec un mode de fonctionnement antiautoritaire en fonction d'un respect pour la diversité des tactiques. Ces principes constituent un rejet très clair du capitalisme, du patriarcat, du racisme et du fondamentalisme religieux. L'accent est mis sur une attitude de confrontation, un appel à l'action directe et à la désobéissance civile et au soutien des luttes qui mettent de l'avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés. La CLAC a une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie, et elle est conçue comme un espace de convergence et de coordination pour la gauche anticapitaliste radicale. Le vote individuel effectué dans des assemblées générales – ouvertes à tous ceux et toutes celles qui veulent s'impliquer – constitue la base décisionnelle, mais la CLAC recherche activement l'appui et la participation des groupes de base à ses campagnes et à ses mobilisations. Je viens d'utiliser les termes de « groupe affinitaire », de « parti, d'organisation » et de « convergence ». Puisque je crois qu'il est important de s'entendre sur des bases communes et afin d'éviter tout malentendu, je vous propose quelques définitions personnelles de ces termes.

Pour moi, un groupe affinitaire rassemble des individus qui s'associent en raison de certaines affinités, comme une culture musicale commune, un même quartier, un même lieu de travail, etc. Ce sont de petits groupes de personnes qui se connaissent mutuellement, se font confiance et se donnent des objectifs particuliers d'actions et des techniques de protection du groupe.

Une organisation est le moyen que se donnent des personnes pour atteindre des buts déterminés. Une organisation a généralement un objectif précis, par exemple la lutte contre une forme d'oppression ou la revendication d'une liberté, mais elle peut aussi porter et promouvoir des idées. Ainsi, une personne peut militer dans plusieurs organisations.

Un parti est une association organisée de militants et de militantes, uni(e)s par une philosophie ou une idéologie commune dont elle cherche la réalisation, avec pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir politique. Il s'agit donc d'une association au service d'une idée. Ainsi, une des principales distinctions entre une organisation politique et un parti politique est le but de son action, ici, la conquête du pouvoir. C'est pour cette raison que nous parlons d'organisation anarchiste et de parti communiste. Alors que nous pouvons généralement n'adhérer qu'à un seul parti, il est possible d'adhérer parallèlement à plusieurs organisations politiques. Par conséquent, un parti politique se distingue par une orientation idéologique à partir de laquelle se forme sa vision de la société, son projet de société et de la gestion de la vie. Un parti possède un programme qui reflète son projet de société en ceci qu'il fixe ou présente les étapes qui conduiraient vers un tel type de société. Le programme fixe les priorités du parti dans divers domaines de la vie, présente les problèmes à résoudre, de même que le mécanisme et les moyens de leur résolution. De plus, un parti est aussi une structure pour gérer les moyens humains et organisationnels reflétant la manière dont les décisions sont prises et appliquées. Tout cela, bien entendu, avec l'optique de conquérir le pouvoir politique.

Une convergence au niveau politique est un rassemblement à long terme d'individus, de groupes, d'organisations qui tendent vers un même but. Une convergence est le fait de tendre vers un même but tout en présentant certains points communs sur la manière d'y arriver et en même temps elle est le résultat de cette action.

Quant à elle, une coalition est une alliance momentanée d'individus, de groupes, d'organisations qui effectuent des actions communes dans le but de lutter contre un ennemi commun.

Par analogie militaire, le terme de front peut être aussi utilisé puisqu'une alliance peut mener à un affrontement contre l'adversaire. Ce terme est surtout employé dans la tradition communiste pour désigner différentes formes d'alliances de classes, de groupes sociaux et de courants politiques en vue de réaliser un objectif déterminé dans l'accomplissement d'un projet stratégique du parti communiste. Dans cette pratique, la constitution d'un front s'entend comme une initiative impulsée par le parti et généralement dirigée par lui.

Une alliance, qu'elle soit de courte ou longue durée, se doit d'être efficace dans son travail si elle veut atteindre ses objectifs. Dès que nous effectuons un travail collectif, que ce soit au niveau interpersonnel ou entre diverses organisations, il ne faut jamais oublier que la communication est la base de tout. Une coalition ne fait pas exception. Entre nous, entre individus, entre groupes, nous devons être capables de discuter, d'échanger, de nous confronter afin de réaliser pleinement les objectifs que nous nous sommes donnés collectivement.

C'est pour cette raison que la manière dont les membres se donnent les objectifs et la façon dont ils et elles veulent les réaliser sont très importantes. Est-ce que les objectifs et les actions à effectuer pour les atteindre sont le fruit d'une discussion ouverte, franche et constructive? La discussion a-t-elle été dirigée et contrôlée par une minorité? Les objectifs et actions ont-ils été décidés de manière démocratique sur des bases satisfaisantes pour tous? Sont-ils précis, mais assez larges et inclusifs? Or, le bon fonctionnement de la coalition dépend des réponses à toutes ces questions. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que les coalitions ne sont pas des partis ou des organisations politiques qui visent une certaine homogénéité : les coalitions constituent des rassemblements larges en vue d'actions communes. Alors, l'essentiel c'est que tous les acteurs soient en accord avec les objectifs et les actions.

Par contre, cela ne veut surtout pas dire que nous devons éviter les débats et masquer nos divergences idéologiques pour parvenir à un accord sur les objectifs ainsi que sur les actions à effectuer pour pouvoir y arriver. L'unité à l'intérieur de la coalition s'effectue avec des gens et des organisations qui ne partagent pas nécessairement les mêmes idées politiques. Malgré ces divergences, il est possible et souhaitable d'être en accord sur les éléments de base. Il faut tout simplement s'assurer que la coalition véhicule des idées sur lesquelles chaque élément de l'alliance peut s'entendre. Une alliance est un espace de rencontre entre différents individus de différents courants. Au sein d'une coalition, la confrontation de ces différents apports doit se faire non pas dans des débats académiques, mais principalement dans des discussions liées à une pratique militante commune. Cette confrontation doit permettre, dans tous les courants concernés, de dégager les bonnes idées des mauvaises et les apports des erreurs en fonction de l'action collective. Cette unité pour l'action doit perdurer et même se consolider concrètement dans les activités de la coalition. Les actions demeurent le moyen de parvenir à l'unité, et l'unité est le but des actions.

Cela ne doit pas empêcher les individus et les groupes de faire de l'éducation populaire en faveur de leurs idées. Lutter ensemble est un apport stimulant pour tous. Nous devons apprendre de

nos camarades et alliés, nous ne devons pas prétendre détenir la solution et la vérité et vouloir l'imposer à tous. Il ne s'agit pas ici de cacher, de diluer ou de ne pas diffuser ses idées, mais, au contraire, d'être conscients des divergences et de miser sur les points communs afin de détruire un ennemi commun qui se trouve à l'extérieur de la coalition.

Il n'y a absolument aucun mal à vouloir s'impliquer de façon individuelle dans une coalition et être membre d'une autre organisation et j'inclus ici les partis politiques. De plus, si vous vous impliquez à titre individuel, c'est à vous de dévoiler ou non votre appartenance à une autre organisation. Au fil des discussions et des rencontres, vous pouvez, si vous le voulez, ou si quelqu'un vous le demande, ou si cela se sait, dire que vous êtes membre d'une organisation, mais qu'ici vous vous impliquez à titre individuel, parce que, pour vous, il s'agit d'une cause importante, d'un espace militant qui vous stimule, que vous appréciez militer avec eux, que vous êtes là tout d'abord pour vous et non pas par obligation ou en mission pour votre organisation.

Le risque de ne pas divulguer votre appartenance à une autre organisation est que celle-ci soit accusée d'entrisme si cela se sait et que quelque chose se passe mal. À ce moment, ce sont vos agissements personnels au sein de la coalition qui discréditeront ou non votre implication dans la coalition et votre organisation.

Si vous vous impliquez en tant que délégué d'une organisation, afin d'éviter les mauvaises surprises pour vous et pour les autres avec qui vous travaillez, il est important d'être très transparents sur cette question. C'est tout simplement la confiance qui est en jeu, la vôtre, mais aussi celle de votre organisation.

La meilleure façon de fonctionner est de révéler dès le départ que vous êtes un(e) délégué(e) ou un(e) représentant(e) d'une organisation. Le tour de table du début des réunions où vous devez vous nommer ainsi qu'avant de faire votre intervention dans une salle bondée, par exemple, semble le moment approprié. De cette façon, les autres membres de la coalition sauront que vous n'êtes pas là en votre nom personnel, et leurs attentes seront différentes envers vous. De plus, si vous devez vous absenter, personne ne sera surpris ou offusqué si vous déléguez quelqu'un d'autre à votre place. Cela laisse aussi savoir aux membres de la coalition que votre organisation à un intérêt pour la coalition. Votre organisation veut-elle ou peut-elle s'impliquer activement ou elle n'est là qu'à titre d'observation dans le déroulement? Évidemment, les perceptions seront différentes selon si c'est la coalition qui a approché votre organisation ou si c'est le contraire. Ceux et celles qui s'impliquent dans la coalition comprendront que vous devez retourner consulter les membres de votre organisation, que votre niveau d'implication sera différent, que vous puissiez émettre une idée ou une opinion personnelle qui est différente de celle que vous exprimez publiquement lors des réunions et des assemblées.

Au sein d'une organisation, vous devez voir les autres membres de la coalition comme des partenaires et non pas comme des ennemis. De plus, vous devez à tout prix éviter de considérer une alliance comme un simple outil de recrutement. Une telle attitude témoigne d'une incapacité à établir une relation correcte avec une organisation de masse, à développer des interactions vivantes et productives avec les masses, avec la réalité sociale. Bien que nous ne pouvons nier que le partenariat d'une organisation dans un tel travail collectif peut effectivement attirer de nouveaux membres vers votre organisation. Vous devez aussi vous abstenir de concevoir la coalition comme un appendice de votre organisation. Sinon c'est la coalition qui risque d'exploser ou votre organisation qui risque de se dissoudre.
Si vous êtes clair et transparent sur ce point, jamais les membres de la coalition ne pourront vous accuser de vouloir détruire ou prendre possession de la coalition de façon cachée, détournée et malhonnête. Également, cela peut grandement améliorer les perceptions des membres de la coalition envers votre organisation, par exemple : « Je ne suis pas d'accord politiquement avec eux, mais j'aime travailler avec eux, ils sont efficaces et présents à nos côtés », ou encore, « je les considère comme des alliés et je suis même prêt à les défendre. » Cependant, si vous n'effectuez pas bien vos tâches dans la coalition ou si vos interventions sont maladroites, c'est votre organisation qui va le plus en souffrir.

La façon dont les individus se comportent est la clé de la réussite du travail collectif. En effet, que le membre de la coalition soit une organisation, un groupe ou une personne, l'attitude à adopter demeure la même. Une attitude fermée, négative et destructive risque, évidemment, de ne pas faire avancer la coalition vers les objectifs qu'elle s'est donnés. Après tout, si quelqu'un décide de s'impliquer dans un regroupement c'est bien parce qu'il ou elle a à cœur les buts à atteindre. Je fais ressortir ici quelques comportements qui peuvent miner l'ambiance de travail, et, par conséquent, favoriser le découragement et l'abandon des membres d'une alliance, par exemple, si un individu tend à monopoliser la discussion en parlant trop souvent, trop longtemps ou trop fort. Cette personne pourrait aussi présenter ses opinions et ses solutions comme le point final sur tout sujet. Son attitude peut être renforcée par le ton de sa voix et cet individu peut présenter un comportement physique plus ou moins agressif. L'intransigeance et le dogmatisme dans une discussion, lorsqu'on affirme que la position est finale et indiscutable, même à propos de sujets mineurs, peut poser problème si c'est une habitude qu'on utilise constamment et invariablement. L'absence d'écoute à toutes autres idées et opinions que la sienne ou celle des camarades de son organisation ou une attitude défensive, où on répond à toute opinion divergente à la sienne comme s'il s'agissait d'une attaque personnelle ne facilite aucunement le dialogue. Une attitude condescendante, paternaliste ou surprotectrice et infantilisante n'encouragera pas non plus les autres membres à vouloir collaborer de bon cœur. Le négativisme, lorsqu'une personne trouve toujours quelque chose d'incorrect ou de problématique à tout sujet ou projet abordé ou si elle soulève chaque imperfection des interventions des autres, est aussi un comportement à éviter.

De nombreux autres facteurs peuvent aussi favoriser la dissolution d'une coalition. Il ne faut pas oublier qu'une coalition, par définition, constitue une entité temporaire et qu'il faut espérer que ses buts et objectifs puissent être atteints rapidement. Or, l'essoufflement et le manque d'implication des membres demeurent les principaux facteurs négatifs, mais des divergences idéologiques irréconciliables peuvent aussi favoriser une implosion. Ces causes peuvent aussi s'appliquer aux divers groupes et organisations.

Peu importe le temps que dure ce travail collectif, la coalition propose un espace qui nous permet de nous conforter ou d'évoluer dans nos idées et opinions. La stagnation et l'apathie sont l'ennemi de tous ceux et celles qui veulent changer la vie, ici, maintenant et pour plus tard. La vie peut et doit être meilleure et ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrons arriver à améliorer la condition de tous. Ainsi, l'unité doit être faite partout où elle peut faire progresser la lutte puisqu'elle multiplie l'effet des forces. Par contre, comme il n'y a pas de progrès sans lutte, il est tout à fait normal que des idées et des opinions s'affrontent et entre même en contradiction. Lutter ensemble, c'est accepter l'existence de plusieurs acteurs et actrices du changement social amenant avec eux et elles une diversité des luttes et des stratégies et une variété de façon de faire, de militer et d'être actif. Dans cette conception, il est important de pouvoir s'unir pour réaliser un objectif concret et un but particulier, même si nous pouvons par ailleurs diverger d'opinions sur bien des questions particulières de tactique au plan politique et organisationnel. De toute façon, il n'y a que l'épreuve de la réalité dans l'action qui prouvera qui a raison et qui a tort. En attendant, si nous voulons changer positivement les rapports sociaux entre les gens, il est tout à fait essentiel de commencer ce changement dans nos rapports immédiats et quoi de mieux que des militants radicaux travaillant efficacement ensemble pour prouver qu'un autre monde est possible.

Des parties de cette présentation sont librement inspirées de certains textes du collectif Classe contre classe, du dépliant de l'ASSÉ, Le langage de la domination, du texte Coalitions : mode d'emploi de Jacques Fournier et pour les définitions de dictionnaires et du Dictionnaire critique du marxisme.

- xrednicx

AGENDA

30 mai 2014 : Angelic Upstarts + The Prowlers + The Class Assassins + La Gachette + Action sédition / 20$, 20h00 @ Foufounes électriques (87 Sainte-Catherine Est)

31 mai : Vomit Fest avec Les ordures ioniques + Matchless + Self controlf + Fatal flaw + Talksick et plusieurs autres / 15$, 12h00 @ Roxton-Falls : 912, rue Marois

6 juin : Ripcordz + Whiskey shits + Rat patrol / 5$, 22h00 @ Fattal

7 juin : Manifestation Non aux déportations organisée par Cité sans frontières, 14h00 @ Carré Bethune (Coin Guy et Maisonneuve)

7 juin : Show bénéfice pour la Déferle avec The last rockers (lancement de cd) + Mayday + Days of rage / contribution volontaire, 20h00 @ La Déferle (1407 rue Valois)

2 juillet : René Binamé + Action sédition + Les Zerreurs / 10$, 20h00 @ Katacombes (1635 Boulevard Saint-Laurent)

5 juillet : Montreal punk picnic / 11h00 @ Parc Fullum (Coin Fullum et Notre-Dame)

18 juillet : Subhumans + Ab irato + Mischief brew + Society ill's / 15$, 19h00 @ Foufounes électriques (87 Sainte-Catherine Est)

15 aout : Grind your mind avec The Vibrators + Unhuman + IDSN + Hard charger et plusieurs autres / 16h00 @ 2053 9e rang de Simpson, Notre-Dame-du-Bon-Conseil (sortie 191 de l'autoroute 20)

22 août : Punch drunk + Gerbia + Talksick + Arsenal of empties / 8$, 20h00 @ Katacombes (1635 Boulevard Saint-Laurent)

29 août-30 août : fattal fest avec Ripcordz + Fatal flaw + Whiskey shits + Barricade mentale + Sale gauloise et plusieurs autres / Gratuit, 19h00 (le 29) et 15h00 (le 30) @ Fattal

14 septembre : Les Sales Majestés / 20h00 @ Katacombes (1635 Boulevard Saint-Laurent)

2 au 5 octobre : Revolution Fest. Détails à venir.

2-3-4 OCTOBRE
COOP KATACOMBES

(COIN ST-LAURENT/ONTARIO, MÉTRO ST-LAURENT)

TROIS JOURS DE MUSIQUE FÉMINISTE, ANTIFASCISTE ET ANTICAPITALISTE DANS LE CADRE DES 20 ANS DE RASH-MONTREAL

PORTES : 20H
1 SOIR : 15$ (JEUDI: 8$)
3 SOIRS : 32$

JEUDI

ACTION SÉDITION ★ FARLER'S FURY
MAYDAY ★ RIPCORDZ
SALE GAULOISE

VENDREDI

URBAN WASTE ★ TRUE NORTH STRONG
KILLING FIELDS ★ OPPOSITION RISING
HEREAFTER

SAMEDI

HORS CONTRÔLE ★ D.O.A. ★ THE PROWLERS
LES ORDURES IONIQUES ★ VIVA BERTAGA

RASH MONTREAL

MONTREAL SISTERHOOD

Katacömbes
Coop de travail / Salle de spectacle

REST IN PEACE
KILLAH P
ONE BALLS
TEN RIPS
SMASH
GOLDEN DAWN